

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

la deuxième chute de Phnom Penh

*la dictature bureaucratique de Pol Pot s'effondre sans soutien ni résistance populaire
l'intervention militaire éclair du Viet Nam s'oppose aux solutions internationalistes
en Indochine: retrait immédiat des troupes vietnamiennes du Cambodge !*



Photo diffusée par la République du Vietnam : des insurgés du FUNSK et la population de Phnom Penh fraternisent.

L'INDOCHINE était en 1975, au moment de la chute de Phnom Penh et de Saigon le plus haut symbole de lutte contre l'impérialisme et le point de ralliement de l'internationalisme militant à travers le monde. La seconde chute de Phnom Penh, moins de cinq ans après, concerne jusqu'au tragique ce « moment illogique » de l'histoire de l'humanité dénoncé en son temps par Guevara : elle constitue en fait l'aboutissement implacable de la logique des intérêts d'Etats qui se télescopent à l'échelle planétaire au détriment des intérêts de classe et de l'internationalisme prolétarien. Sous les décombres, il sera plus que

jamais difficile de relever la cause des travailleurs et des peuples d'Indochine.

La bureaucratie chinoise a toujours traité la montée de la révolution vietnamienne comme une menace envers sa diplomatie de coexistence pacifique en Asie. Elle a agi avec constance dans la tradition stalinienne de sauvegarde du statu quo international : en imposant dès 1954 au PC vietnamien la signature des accords de Genève ; en s'opposant à la fin des années 1950 à la reprise de la lutte armée au Sud-Vietnam ; en refusant le Front uni anti-impérialiste sino-soviétique réclamé par les Vietnamiens en 1965 ; en isolant l'offensive vietnamienne lors de la visite

de Nixon à Pékin en 1972 ; en poignardant dans le dos l'économie vietnamienne par l'arrêt de toute aide économique en juillet dernier, exactement de la même manière que l'avait fait jadis Khroutchev en retirant l'aide soviétique à la Chine.

Cette politique d'isolement de l'Etat ouvrier vietnamien en Asie culmine dans le soutien de Pékin à la très réactionnaire Association des Nations du Sud-Est asiatique et dans les conditions de la normalisation des rapports avec les USA : dès le lendemain de cet accord, Washington a ajourné « sine die » la régularisation de ses relations avec Hanoi négociée depuis trois ans. La réaction de la direction viet-

namienne à cet isolement, a consisté en un rapprochement chaque fois plus poussé avec Moscou, jusqu'à l'intégration directe, il y a quelques mois, au Comecon.

De son côté, la direction cambodgienne justifie historiquement son opposition au PC vietnamien par un désaccord envers toutes les concessions faites à la politique de coexistence pacifique : elle dénonce aussi bien la signature des accords de Genève en 1954, que les réticences vietnamiennes à l'ouverture d'un front cambodgien en 1967, et la signature des accords de Paris et Vientiane en 1973.

Beaucoup d'éléments précis manquent encore sur les conditions exactes de la chute

du régime Pol Pot et surtout sur le type de gouvernement qui va s'installer à Phnom Penh. Pourtant, les conséquences en apparaissent d'ores et déjà claires dans leurs grandes lignes :

1) Même si dans un premier temps, la presse burgeoise ne s'indigne qu'avec modération de l'intervention vietnamienne (dans la mesure où il serait trop impudique pour les croisés des droits de l'homme de pleurer à chaudes larmes le régime Pol Pot), elle en tirera largement parti pour relancer la campagne anticommuniste internationale et pour maintenir un foyer contre-révolutionnaire toujours utile au nom de l'indépendance cambodgienne. Il est

d'ores et déjà significatif à cet égard que ce soit Sihanouk, personnalité traditionnelle, qui ait lancé de Pékin un appel à l'aide à l'ONU Etats-Unis.

2) Elle marque un nouveau pas dans l'escalade par alliés interposés entre la Chine et l'URSS, qui ne peut que renforcer les divisions et les dissensions au sein du mouvement ouvrier international.

3) Elle implique une mobilisation militaire au Vietnam même qui risque de différer d'autant la solution à des problèmes économiques urgents et de renforcer l'idéologie nationaliste ainsi que la militarisation et la mise en tutelle bureaucratique des masses vietnamiennes.

Suite page 3

objectif : 1 600 000F

**ami(e)s et camarades, redoublez d'efforts,
multipliez les initiatives,
il nous manque 400 000F**

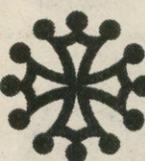
LES rentrées de souscription depuis une semaine atteste, de nouveau, de l'ampleur et de la solidarité que rencontre notre combat. Mais pour conclure la première partie de notre campagne visant à assainir notre situation financière, il nous manque un peu plus de 400 000 F (40 millions de centimes). Nous présenterons dans les jours qui suivent nos besoins de trésorerie d'ici la fin de juin, ou plus exactement l'étalement de ces besoins. Mais il importe pour respecter au mieux l'échéancier prévu de rattraper notre retard. Les prévisions de notre plan de

redressement impliquait que l'objectif de 1 600 000 F soit atteint au 1^{er} janvier 1979. Le retard que nous prenons ne recule pas d'autant la date prévue pour la fin de notre campagne financière. En effet, les dettes et créances que nous devons couvrir sont, elles, à date fixe. Nous allons donc être amenés à modifier les objectifs intermédiaires pour obtenir la somme nécessaire à la résorption de notre endettement pour la fin juin.

La viabilité d'un tel projet est conditionnée par la mobilisation de toutes et tous. Mais passée une cer-

tain somme en francs, nos objectifs peuvent devenir irréalistes car ne correspondant pas à nos capacités de mobilisation. Pour éviter que cela ne se produise et nous fasse échouer dans l'entreprise en cours, il nous faut au plus vite collecter les 400 000 F qui manquent pour terminer la première partie de la souscription. Se fixer la date de fin janvier est un maximum : au-delà nos chances de réussite s'en trouveraient compromises. Amis et camarades redoublez d'efforts, multipliez les initiatives pour gagner la bataille en cours.

Cellule Tolbiac	100,00
Marianne, sympathisante	50,00
P.-F. B. Paris	500,00
Cellule HP 93	66,00
Cellule Education surveillée	300,00
Cellule Saint-Denis jeunes	100,00
Charlotte, lectrice depuis le n° 0	
Pour que « Rouge » vive et se développe	200,00
Librairie la Brèche	2170,00
R. D. Vernaizon	50,00
H. B. Lyon	50,00
Pour le petit Noël de « Rouge »	50,00
et beaucoup de petits « Rouge » en 1979	
C. C. Nantes	1500,00
Pour que « Rouge » vive quotidien, Michèle et Jean-Michel, Var	65,00
G. S. Nantes	80,00
Pour que je retrouve « Rouge » en rentrant d'Algérie, un coopérant	100,00
D. S. H. Bourg-la-Reine	100,00
Lulu, pour que « Rouge » reste quotidien et parle davantage de l'Occitanie	200,00
M. C. G. Chiche	100,00
A. T. Charleville Mézières	300,00
De plus en plus sympathisante de la Ligue, parce que « Rouge » est indispensable	
M. F. XX* Paris	100,00
Chômeur du Val Sierckois	10,00
B. L. R. Issy-les-Moulineaux	200,00
Pour que « Rouge » vive, pour en finir avec les rigolos Soisson et Beullac, enseignant sympathisant Salon-de-Provence	100,00
R. B. Grenoble	100,00
Pour que « Rouge » reste quotidien et que la LCR ne devienne pas l'OCL M. R. Clichy	100,00
I. G. Clamart	100,00
A. C. Un médecin qui aimeraient bien lire « Rouge » en 1979	50,00
Pour faire avancer le schmilblum au CCF, militant LCR	50,00
Anonymous	25,00
A. M. V. Paris XII*	100,00
Danièle Epinay	500,00
S. L. Givors pour que « Rouge » vive	100,00
H. M. Paris	50,00
J. M. M. Paris XIII*	400,00
C. F. Lausanne	253,00
S. V. Lausanne	379,00
S. L. Grenoble	50,00
G. B. Paris III*	50,00
Marc, surveillant lycée Wallon, Aubervilliers	50,00
E. A. Gages	150,00
Cellule CET Toulouse	150,00
Sympathisant enseignant INSA Toulouse	300,00
Militant CGT du CIC Paris	200,00
M. Cellule Renault (prêt transformé en don)	150,00
Militant marxiste-léniniste	10,00
Militant CGT Gare de l'Est	100,00
D. S. Cheminot Paris Saint-Lazare	500,00
A. R. Militant cheminot Paris-Saint-Lazare	100,00
G. B. Crétel	100,00
Ises Croix-Nivert	500,00


**CAHIERS
OCCITANIE
ROUGE**


BI-MESTRIEL - NOUVELLE SÉRIE

N° 18 - DECEMBRE 78-10 F



**DOSSIER EUROPE :
UN DEBAT OUVERT...**

Palais de la Mutualité □ 24, rue St-Victor □ M° Maubert

Entrée : 35 F □ Billets en vente : Les trois FNAC □ Cinémas 14 Juillet Bastille
Palais des Arts - Olympic Entrepôt □ Carabosse

Rédaction-administration :
2. rue Richard-Lenoir
93108 Montrouge
Tél : 808.00.80 à 84
Télex PRENO A 211.628 F
Édité par la SPN
(Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication :
Alain Bobbio
Numéro de la commission
paritaire :
46.722
Imprimé par Rotographie
à Montrouge

contact
avec la LCR

Nom

Prénom

adresse

10, impasse Guéménée
75 004, Paris

suite de la une

Peut-on traiter pour autant l'intervention vietnamienne comme la stricte réédition de l'intervention soviétique à Prague en 1968 ?

Il faut d'abord préciser que les dénégations vietnamiennes, prétendant s'être contenté d'une aide politique et matérielle à un soulèvement populaire cambodgien, ne sont pas acceptables. Les moyens de guerre-éclair mis en œuvre ne sont pas ceux d'une guérilla qui s'étend mais ceux d'une armée conventionnelle fortement équipée et organisée, impensable sans présence directe des forces vietnamiennes.

Deux différences apparaissent cependant immédiates par rapport à la Tchécoslovaquie de 1968. D'abord, en l'absence d'informations plus poussées, s'il est vrai que l'Etat fantoche de Lon Nol a été liquidé, s'il est vrai que le pouvoir était exercé à Phnom Penh par un parti se réclamant du socialisme, la nature de l'Etat cambodgien n'est pas pour autant clairement établie. D'autre part, la rapidité de l'effondrement du régime Pol Pot, pronostiquée depuis plusieurs mois par les observateurs, semble témoigner de son isolement social et du peu de soutien dont il bénéficiait dans la population.

Il n'en demeure pas moins que la position de soutien à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie au nom du réalisme, ne peut que renforcer l'évidence qu'il y a effectivement eu intervention armée. Face à un événement aussi grave qui porte à son comble la confusion et la désorientation pour tous les militants révolutionnaires dans le monde, notre position doit être claire :

— nous soutenons tout mouvement des travailleurs et paysans cambodgiens pour le renversement de la dictature bureaucratique de Pol Pot-lang Sari ;

— nous disons non à une intervention militaire de l'Etat ouvrier vietnamien au Cambodge, même si la direction cambodgienne a pris une grave responsabilité en refusant en février 1978 la proposition de négociation sous contrôle international. Nous condamnons, non pour des raisons morales ou humanitaires, mais parce qu'une telle opération fait reculer les solutions internationalistes à la question indochinoise. Ces solutions passent par une lutte ouverte et résolue pour une fédération socialiste des Etats Indochinois, qui pourrait seule offrir un cadre de solution démocratique au difficile problème des nationalités et servir de point d'appui à l'extension de la révolution dans la région, à commencer par la Thaïlande. Il est bien évident que la lutte pour cette fédération socialiste indochinoise ne pourrait gagner la confiance des masses populaires qu'à la condition que chacun des Etats participants donne lui-même l'exemple de la démocratie socialiste en établissant la souveraineté des masses, le pluralisme de l'information et des partis politiques, les libertés démocratiques à commencer par les libertés syndicales.

Daniel Bensaïd

LUNDI matin la radio du FUNSK (Front uni de salut national du Kampuchéa) annonçait que « Phnom Penh et toutes les provinces du Cambodge sont totalement libérées. » Dans ses émissions de la matinée cette radio laissait entendre que les insurgés cambodgiens n'exerçaient que partiellement leur contrôle sur la région Ouest et Nord-Ouest et que les provinces de Pursat et Oddor Mean-chey — à la frontière Thaï — n'avaient pas encore été « libérées ». En Thaïlande les correspondants de presse annonçaient par téléphone qu'un convoi de trente camions ayant à leur bord un millier de conseillers chinois était arrivé lundi après-midi au poste frontière thaïlandais d'Aranyaprathet, en provenance du Cambodge.

La prise de Phnom Penh par les troupes du FUNSK aidées de blindés vietnamiens a été commentée favorablement par l'agence Tass et annoncée comme une victoire des forces de libération par radio Hanoi. A Pékin au contraire, les réactions vont exactement dans le sens inverse. Le prince Norodom Sihanouk réfugié dans la capitale chinoise a tenu une conférence de presse où il a dénoncé « l'agression vietnamienne » comparée à celle du troisième Reich. Il a également lancé un appel au monde, demandant que l'ONU organise une force armée pour « libérer » son pays. Il a également annoncé son intention de se retirer soit en Chine, soit en France, même au cas où le régime de Pol Pot retrouverait le pouvoir au Cambodge.

LE film des événements de ce week-end au Cambodge est difficile à reconstituer, dans la mesure où les sources officielles sont contradictoires selon le camp dans lequel elles se situent.

Dimanche, « la voix du Cambodge », radio du régime de Pol Pot a cessé d'émettre brutalement à 10 h GMT (17 h locales) et, selon les sources militaires étrangères, les dirigeants khmers quittaient alors la capitale de leur pays avec les derniers habitants de Phnom Penh. Cette ville aurait connu alors sa deuxième évacuation depuis avril 1975. Depuis cette date, sa population était difficilement chiffrable. En mars 1978, un journaliste yougoslave de retour du Cambodge affirmait que la capitale n'hébergeait plus qu'une vingtaine de milliers de personnes, dont l'appareil gouvernemental et les forces de sécurité.

Ce seraient des blindés vietnamiens qui, selon des sources militaires étrangères, auraient, dans la matinée de dimanche, reçu l'ordre d'occuper Phnom Penh. Certaines autres sources indiquaient le même jour que les dirigeants khmers, notamment Pol Pot, premier ministre et secrétaire général du PCK, Ieng Sary, vice premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Khieu Samphan, président du Présidium et chef de l'Etat, ainsi que les membres du comité central du parti auraient été évacués par avion chinois dimanche matin : un plan de vol a en effet été déposé dimanche, par l'aéronautique civile pour une liaison inhabituelle Pékin-Bangkok-Phnom Penh, indique-t-on à Bangkok. Selon d'autres rumeurs les dirigeants khmers auraient gagné une zone située dans les Cardamones, massifs montagneux situés au sud-ouest de la capitale, avant l'assaut final de Phnom Penh. Enfin, selon Sihanouk lors de la conférence de presse de lundi

à Pékin, les dirigeants du PCV auraient « pris le maquis ».

Selon les informations des sources militaires étrangères « au moins neuf divisions vietnamiennes, sur les 14 engagées dans l'offensive » auraient encerclé Phnom Penh. Une dépêche de l'agence Tass parvenait dimanche à Bangkok à 13 h locales (6 h GMT) qui signalait que « les insurgés du FUNSK encerclaient au Nord (route n° 5), à l'Est (route n° 1), au Sud (route n° 3) et au Sud-Ouest (route n° 4) après avoir franchi le Mékong et le Bassac en aval de Phnom Penh. » L'agence soviétique indiquait que les « insurgés » étaient à moins de 55 kilomètres de la capitale.

Alors que « la Voix du Cambodge » cessait d'émettre dimanche, la radio chinoise diffusait un appel du gouvernement de Pékin au monde entier pour que « toutes les mesures possibles soient immédiatement prises pour arrêter la sauvage agression du Cambodge par le Vietnam. » Pékin appuie d'autre part la demande du gouvernement de Pol Pot pour une réunion immédiate du Conseil de sécurité des Nations unies afin d'examiner la plainte cambodgienne contre le Vietnam. Cette réunion du Conseil de sécurité est toutefois très peu probable après la chute de Phnom Penh.

Dimanche soir, en effet, Radio-Hanoi captée à Hong Kong, annonçait la chute de Phnom Penh sous le contrôle des forces du Front uni pour

la chute de Phnom Penh

les dirigeants Khmers ont fui la capitale. Sihanouk lance un appel au monde entier et demande une intervention militaire de l'ONU



la salut national du Kampuchéa à midi et demi, heure locale. L'agence vietnamienne ajoutait « qu'après avoir anéanti les principales forces de l'armée cambodgienne, l'armée révolutionnaire du Kampuchéa aidée par la population a pénétré dans la capitale, venant de différentes directions ». L'agence a ajouté que les forces révolutionnaires ont pris les plus « importants « centres nerveux de l'administration réactionnaire du régime de Pol Pot-Ieng Sary ».

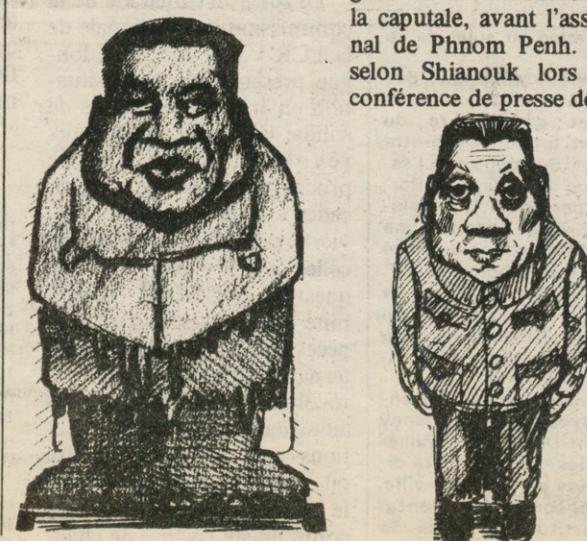
Lundi matin Norodom Sihanouk tenait une conférence de presse à Pékin et lançait un vibrant appel pour « sauver le Cambodge » face à « l'invasion » vietnamienne. Il quittera la capitale chinoise pour New York via Tokyo mardi. Il prendra la parole devant les Nations unies et leur demandera de « forcer le Vietnam à évacuer le Cambodge ». Si le Vietnam refuse, les Nations unies devront créer une force armée pour l'obliger, ou encore « expulser le Vietnam de l'organisation ».

Le peuple cambodgien « décidera lui-même » si le régime Pol Pot doit revenir à la direction du Cambodge ou s'il préfère les « promesses » du régime « fantoche des Vietnamiens », a également déclaré Sihanouk. Il a aussi défendu en Pol Pot le « symbole de la résistance du Kampuchéa ». Le prince a indiqué que le peuple avait été « heureux » et que dans sa majorité « il était d'accord » avec le régime de Pol Pot.

Interrogé sur les massacres de population rapportés à l'étranger, Norodom Sihanouk a répondu : « Je n'ai pas vu les tueries ». Il a salué également parmi les réalisations du régime l'industrialisation et le développement de l'agriculture par l'irrigation. L'ancien chef d'Etat cambodgien a cependant longuement critiqué la politique intérieure khmère rouge, l'absence de libertés de circulation, la fixation des populations en coopératives à la campagne, le manque de toute communication entre membres d'une famille.

Estimant qu'il est d'une « religion différente » « le bouddhisme et non le communisme intégral », il a souligné qu'il avait été contraint de soutenir « non seulement la politique extérieure mais aussi la politique intérieure », du régime Pol Pot pour « sauver la vie » de sa famille.

Il a annoncé enfin qu'il ne rentrerait vraisemblablement jamais au Cambodge, mais qu'il comptait demander à la Chine ou à la France de l'héberger dans le cas où le régime Pol Pot serait réinstallé à Phnom Penh. « Il est difficile pour Pol Pot et Sihanouk d'être bon amis », a-t-il conclu.



chantiers de la Ciotat

un bateau occupé

Hier matin, les ouvriers des chantiers navals de La Ciotat ont occupé un cargo, le « F. A. Watberg », construit pour le compte d'une compagnie sud-africaine, qui devait appareiller pour ses premiers essais. Les équipages de deux remorqueurs venus de Marseille pour aider aux manœuvres de départ se sont joints en solidarité aux travailleurs de La Ciotat.

Cette action a eu lieu à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO et UICF (ingénieurs, cadres et techniciens) des chantiers. Au cours d'une assemblée générale qui s'est tenue pendant la matinée, les travailleurs ont décidé de poursuivre l'occupation du navire. Les responsables syndicaux ont précisé que cette action avait été engagée pour réclamer un plan de charges pour les chantiers et l'ouverture d'une réunion tripartite syndicats-gouvernement-patronat sur la construction navale.

L'idée de l'occupation des bateaux en construction dans les chantiers n'est pas nouvelle. Elle avait été à plusieurs reprises émise par des travailleurs et des militants des chantiers navals, tant à Marseille qu'à La Ciotat. Elle ne fut cependant jamais retenue par les dirigeants syndicaux. Il semble même que ce soit pour avoir soutenu cette forme de lutte qu'un délégué CGT, par ailleurs militant de l'OCT, se soit fait exclure de son syndicat...

Reste à observer l'évolution de cette action qui constitue au moins, directement et dans les faits, une riposte aux volontés de la directions des chantiers.

• Le « Monde de l'éducation du mois de janvier comprend une importante enquête sur l'apprentissage de la lecture. Pourquoi à la fin de l'école primaire un quart seulement des enfants sont-ils capables de lire couramment ? Qu'est-ce que la méthode syllabique et la méthode globale ?

• Le dernier numéro de la revue hebdomadaire « l'Education » est particulièrement intéressant. Il y a d'abord une longue enquête sur le rapport entre le chômage des jeunes et l'école. On trouve aussi une revue détaillée des nouveaux programmes de quatrième et de troisième. Le dossier central est consacré aux cantines scolaires (« l'Education », 215, boulevard Macdonald, 75 019, Paris).

erratum

Une erreur s'est glissée dans la reproduction d'un texte de B. Fanjat (membre de la CE CFDT de Lyon-gare, exclu le 27/11/77 et militant de l'OCT) que nous avons publié dans notre édition d'hier, page 8. Au milieu de la 3^e colonne, on pouvait lire : « Le SAT n'en produit pas moins des effets négatifs et destructeurs qui le placent définitivement aux côtés de la bureaucratie CFDT (...) ». Il fallait lire : « Qui le placent objectivement... ». Nous prions l'auteur du texte et tous nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

SNCF

la grève des agents de manœuvre

continue à Paris-Austerlitz

CEUX cent agents de manœuvre du dépôt de Paris-Austerlitz ont reconduit leur grève commencée le 1^{er} janvier. Ils demandent à la SNCF de les payer pour le travail qu'ils font et refusent de faire un travail supérieur à la qualification que leur reconnaît la SNCF. Ils refusent que les soirées de travail se terminent au-delà de minuit, et la suppression des postes. Ils veulent au contraire une augmentation des effectifs et le paiement des jours de grève.

ceux que les voyageurs ne voient jamais

Les agents de manœuvre sont l'une des catégories de personnel de la SNCF que les voyageurs ne voient à peu près jamais. Leur rôle est de composer les diverses rames des trains pour que les wagons correspondent aux caractéristiques de vitesse. Devant faire manœuvrer des wagons, leur travail est très dangereux et ils sont donc très sensibles aux mesures de compression des effectifs que la direction cherche à imposer en rognant jour après jour sur tel ou tel service. La grève de ceux de Paris-Austerlitz exprime donc tout à la fois ces préoccupations et celle d'être payé en fonction du travail qu'ils sont amenés à faire.

Un comité de grève élu en assemblée générale

La grève qui a commencé le 1^{er} janvier vient de loin puisque plusieurs réunions s'étaient tenues depuis le 15 décembre qui avaient abouti à un arrêt de travail le 22 auquel les directions syndicales étaient absentes. Les cheminots présents avaient décidé de convoquer une assemblée pour le 26 en demandant aux syndicats la « couverture » d'un préavis de grève. La

CGT et la CFDT avaient alors assuré leur soutien aux cheminots s'ils entraient en action. C'est ainsi que fut élu en assemblée générale un comité de grève provisoire qui avait pour tâche de préparer la grève en faisant le tour des divers chantiers et postes de travail.

Au début de la grève, l'AG a alors élu un comité de grève révocable et renouvelable comportant 27 cheminots de toutes tendances syndiqués et non syndiqués.

Depuis le début janvier, des piquets de grève fonctionnent en 3x8 et des groupes de popularisation ont circulé. Les agents de conduite de Paris-Sud-Ouest, les cheminots de Masséna, de Tolbiac informés de la grève ont eu ainsi les moyens de refuser de faire à leur place le travail des grévistes. Un groupe de popularisation s'est aussi rendu à Paris-Lyon où la direction de la SNCF aurait dévié des trains pour que la remise en route des rames soit assurée. « On a trouvé partout un climat qui n'était pas favorable à l'extension du mouvement mais tous sont prêts à la solidarité et certains ont même proposé de l'argent, mais nous l'avons refusé tant que l'assemblée des grévistes n'a pas pris de décision à ce sujet. »

P.R.

• Réunion des groupes femmes de la région parisienne, jeudi 11 janvier à 19H30 au local du MLAC. Il s'agit de préparer la coordination nationale des groupes des 13-14 janvier et de préparer les initiatives du 20 janvier.

• Le collectif avortement - contraception-sexualité appelle à une réunion nationale des groupes femmes les 13 et 14 janvier.

La réunion commencera le samedi à 14heures. Adresse : 8 villa du parc Montsouris, Paris 14^e métro Porte d'Orléans ou cité universitaire.

• La grève des pompiers professionnels de l'Isère, de la Drôme, de la Savoie et de la Haute-Savoie, commencée le 5 décembre, s'est durcie à partir d'hier. Exigeant une augmentation des effectifs et une réorganisation du temps de travail,

les 4000 pompiers de ces départements, s'ils continuaient à intervenir, se refusaient, depuis début décembre, à faire tout travail à l'intérieur des casernes, et ne faisaient plus de rapports. Depuis hier, ils ont décidé, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et autonomes, de ne plus assurer la sécurité dans les salles de spectacles. Hier matin, 125 d'entre eux manifestaient sur l'autoroute A 7 à Valence-Sud et distribuaient des tracts aux automobilistes.

• La fédération du Rhône du PC a demandé à la préfecture de ce département l'interdiction d'un meeting de l'eurodroite qui doit se tenir à Lyon le 26 janvier. Une délégation d'élus et de dirigeants du PC du Rhône devait se rendre hier auprès du préfet afin d'avoir avec lui un entretien au sujet de ce meeting.

• L'assemblée générale des représentants des collèges salariés et employeurs de l'AFPA s'est prononcée contre le transfert du siège de l'association de Montreuil à Bordeaux. Le personnel (750 salariés) avait déjà observé une grève de protestation contre ce transfert. L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC) précise que ce transfert se traduirait par un gaspillage de 120 millions et le licenciement de plusieurs centaines de personnes.

• Trois semaines après l'incendie de la synagogue de Drancy (Seine-Saint-Denis), un millier de personnes ont manifesté dimanche dans cette même ville, à l'appel du conseil représentatif des institutions juives de France. La LICRA et le MRAP se sont joints à la manifestation.

jeunesse communiste révolutionnaire

la dernière ligne droite avant le congrès

DU début, on était un peu inquiet : les congères qui bloquaient entre autres la voie ferrée entre Paris et Les Aubrais, la difficulté de circulation sur l'ensemble des routes vendredi soir et samedi matin, permettraient-ils de tenir quand même la réunion des délégués des cercles Barricades, le week-end dernier ?

De nombreux délégués ont franchi tous les obstacles et, dès samedi matin, 70 camarades étaient présents pour ouvrir la dernière ligne droite qui mène à la conférence nationale de fondation des Jeunes communistes révolutionnaires, qui se tiendra à la mi-mars.

Plusieurs textes avaient été envoyés à l'avance à tous les cercles qui se sont créés autour du mensuel « Barricades » et qui regroupent, aujourd'hui, au moins 1 500 camarades. Le samedi matin, la discussion s'est engagée sur le projet d'organisation d'une marche unitaire de la jeunesse contre le chômage. De nombreuses questions surgirent : comment entraîner dans l'action l'ensemble des jeunes concernés ? Comment mener concrètement la bataille contre le chômage ? Et après la marche ? Cette première campagne des Jeunes communistes révolutionnaires, que de nombreux cercles Barricades ont déjà bien commencé, fut au centre de tous les débats pendant deux jours.

Le samedi après-midi était consacré au débat sur le projet de thèses, rédigé par la commission jeune de la LCR. Quatre commissions permirent à chacun de prendre la parole et de soumettre le texte à une critique serrée. Il s'agit de définir, pour les années à venir, le socle politique des JCR. Comme le dira un délégué : « Ce texte ce doit être les racines des JCR ! »

La solidarité internationale

Le soir, un camarade de la commission internationale de la LCR venait faire une longue présentation de la situation en Iran et des tâches de solidarité qui incombe aux révolutionnaires. Le prochain numéro de « Barricades » (qui sort le 1^{er} janvier) reviendra en détail sur celles-ci. S'il y avait bien une question qui faisait l'unanimité des présents, c'était la nécessité de développer l'internationalisme, avec la révolution iranienne, mais aussi dans le cadre des élections européennes à l'heure où une organisation comme le Mouvement de la jeunesse communiste rivalise de chauvinisme avec les gaullistes.

Sur les 70 camarades présents, il y avait un tiers de femmes, la moyenne d'âge était de 20 ans. 15 délégués venaient de cercles « jeunes travailleurs », 11 de cercles lycéens, 20 de cercles étudiants, 6 de cercles quartiers et 13 de cercles CET. Il y avait 35 militants LCR pour 35 non militants dans un syndicat ouvrier et 20 dans un syndicat étudiant (UNEF et MAS).

Plusieurs villes importantes n'avaient pu venir à cause des intempéries. Les cercles de Seine-Saint-Denis, eux, organisaient leur propre stage.

Philippe Andréa

Tchécoslovaquie
le prochain
de Jaroslav
Sabata
s'ouvrirait
bientôt

Le procès de Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, s'ouvrirait jeudi prochain à Trutnov, à environ 120 km au nord-est de Prague, dans la région des monts des Géants, annonce le bureau viennois de l'agence Palach. Jaroslav Sabata est détenu à Hradec Kralove, sous l'inculpation d'insulte à agent de la force publique.

Selon l'agence Palach (animée par des opposants tchèques émigrés), le Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies a lancé, à partir de Prague, un appel à plusieurs organisations humanitaires, dont Amnesty International, pour qu'elles envoient des observateurs au procès.

Jaroslav Sabata a été arrêté le 1^{er} octobre 1978, alors qu'il se rendait à une réunion avec des représentants du KOR polonais à la frontière polono-tchèque. Il est accusé d'avoir, à l'occasion de cette arrestation, insulté les policiers et de les avoir malmenés. En fait, c'est lui qui a été, à plusieurs reprises, battu.

Il encourt une peine d'un an de prison à laquelle s'ajouteraient 18 mois de prison sur une précédente condamnation. Le fils de Jaroslav Sabata, Vaclav qui vit en exil à Vienne, s'est rendu à Paris au début du mois de décembre pour plaider la cause de son père auprès des organisations du mouvement ouvrier français. « L'Express » avait publié une lettre adressée à Marchais que celui-ci a affirmé n'avoir jamais reçue. Le PS, la CFDT, FO et d'autres organisations ouvrières et démocratiques avaient alors pris position en faveur de Sabata.

L'ouverture du procès de Sabata, si elle se confirme, s'inscrit dans le contexte d'une répression accrue à l'encontre des signataires de la Charte 1977 et de tous les opposants en Tchécoslovaquie. Jaroslav Sabata est malade et une nouvelle condamnation pourrait lui être fatale. L'heure est donc à la vigilance, qui devra déboucher sur une intense mobilisation si le procès s'ouvre dans les jours à venir. Les grandes organisations du mouvement ouvrier français se sont toutes engagées contre la répression en Tchécoslovaquie. Ces prises de position devront se faire actives et concrètes si Sabata est jugé et condamné.

• Débat homosexualité dans le XVIII^e aujourd'hui : C'est autour du film « Corner of the circle » que le comité homosexuel du XVIII^e arrondissement organise aujourd'hui un débat. Rendez-vous ce soir mardi à 20 h 30 au 129, rue Marceau, métro : Jules-Joffrin ou Lamarck-Caulaincourt.

vote sur la reprise dans la sidérurgie allemande

8 7 VOIX pour, 37 contre et une abstention : c'est le vote, hier, en début d'après-midi, de la grande commission tarifaire du syndicat allemand de la sidérurgie, qui avait à se prononcer sur le compromis passé, dans la nuit de samedi à dimanche, (« Rouge », du 8 janvier), entre la direction de l'IG Metall et le patronat. Cette

fois, il semble bien que ce soit la fin de l'extraordinaire mouvement de plus de six semaines, mené par 100 000 sidérurgistes. La plus longue grève de l'histoire de la RFA depuis trente ans pourrait cesser jeudi. Il suffit que, dans les jours qui viennent, seulement 25 % des travailleurs ratifient la position de la commission.

Le vote, usine par usine, du compromis patronat-syndicat a commencé, hier à 18 h. Il devrait se poursuivre jusqu'à demain 16 h. Pour apprécier le contenu, il suffisait de constater, hier, sur toutes les chaînes de radio et de télé, le ton satisfait des principaux dirigeants de la sidérurgie. Inutile de préciser dans ces conditions qu'une bonne par-

tie des sidérurgistes qui avaient accepté six semaines de sacrifices et imposé, la semaine dernière encore, la rupture des premières négociations engagées parce qu'elles laissaient de côté le problème des trente-cinq heures, réagissent avec colère. « Trahison », « Dirigeants vendus » : on n'était pas tendre à certains piquets, hier,

comme ceux de Mannesmann-Suisburg, l'une des usines les plus combatives.

Huit cents travailleurs, venus des douze plus grosses aciéries ont d'ailleurs essayé, hier matin, de pénétrer dans les locaux de Mulheim où siégeait la grande commission. Ils ont trouvé porte close.

« un accord catastrophique »

Jakob Moneta est l'un des anciens rédacteurs en chef de « Metall » hebdomadaire de la très puissante IG Metall. Il a suivi, au jour à jour, le déroulement d'une grève telle qu'on n'en avait pas connue, en Allemagne fédérale, depuis plus de trente ans. Hier, il donnait à chaud ses impressions à notre correspondant.

• Où se dirige le conflit ?

— Il est malheureusement probable que la revendication de trente-cinq heures est désormais perdue, malgré l'extraordinaire combativité des sidérurgistes.

Je n'ai guère d'illusion sur le vote de la grande commission. Ensuite, il y aura sans doute des réactions de profonde colère, ici et là. Mais le sort de la grève aura été joué à Mulheim.

• Comment apprécies-tu l'attitude de la direction de l'IG Metall ?

— Elle a commis deux grosses erreurs d'appréciation, même s'il y avait, à ses

débuts, une réelle volonté, je crois, de mener le combat. D'abord, compte tenu du type de crise économique que nous traversons ici, il était illusoire de croire qu'avec une grève ponctuelle, limitée aux seuls sidérurgistes de Rhénanie-Nord-Westphalie, on pourrait faire céder le patronat sur une revendication aussi fondamentale que l'entrée dans la semaine de trente-cinq heures. Pour ce genre de revendication, c'est d'une mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière, qu'ont besoin les travailleurs.

Ensuite, il est évident qu'il y a eu une absence totale de coordination internationale,

alors que la lutte sur les trente-cinq heures se mène maintenant à l'échelle de l'Europe, alors que les sidérurgistes français, par exemple, étaient en lutte, au même moment, en partie sur cette revendication.

Vaincre, c'était possible. Les éléments d'une mobilisation plus large existaient. Les patrons l'ont bien senti qui se sont abstenus — contrairement à tous les précédents en Allemagne — de lock-out.

les trois dernières usines entrées dans le mouvement de peur sans doute que la réaction ne soit une riposte encore plus large. L'exemple de la grève du 12 en Lorraine montre aussi qu'il était possible de sensibiliser d'autres catégories de travailleurs pour qu'ils luttent côté à côté avec les sidérurgistes.

• Comment apprécies-tu l'accord conclu ?

— Il est catastrophique. Plus encore que ce que l'on pouvait imaginer. Parce qu'il n'est même pas question des trente-cinq heures, bien sûr.

Les ouvriers de nuit gagnent seulement la suppression de six postes par an, ceux de plus de cinquante ans, la suppression de trois postes, aucune réduction n'étant prévue pour les autres catégories. Mais le pire, c'est que le contrat est signé, semble-t-il, pour une durée de cinq ans ! Toute discussion sur la semaine de trente-cinq heures ainsi bloquée pour plusieurs années. Le sidérurgiste aurait alors doublement raison de crier : « Trahison »...

sidérurgie française

la CGT rencontre la CFDT, Mauroy rencontre Giscard

C'est aujourd'hui que les fédérations CGT, CFDT, FO et CGC de la métallurgie vont se rencontrer après une première entrevue qui s'est déroulée dans les derniers jours de décembre. Qu'en sortira-t-il ? A coup sûr des propositions sur les solutions industrielles à apporter à la situation faite aujourd'hui à la sidérurgie française. Un plan de bataille centralisé contre les maîtres de forges, dans l'unité inter-syndicale ? C'est beaucoup plus aléatoire.

Hormis la grève générale interprofessionnelle en Lorraine vendredi prochain, mais qui se trouve limitée à 24 h, on n'a assisté jusqu'à présent qu'à des mobilisations, certes, parfois déterminées, mais toujours diversifiées. Ce qui incombe aujourd'hui, aux direc-

tions fédérales qui vont se rencontrer, c'est d'appeler l'ensemble des sidérurgistes à une riposte frontale contre les patrons de la sidérurgie et non pas à des actions-pressure disséminées, qui ne font, d'expérience, que pression sur la démobilisation progressive des travailleurs.

Par ailleurs, le comité de coordination CGT, CFDT, CFTC des usines du groupe Creusot-Loire a décidé à son tour d'appeler les travailleurs à 24 heures de débrayage mercredi, jour où se tiendra la réunion du comité central d'entreprise à Paris. Pour la seule unité de Marel Rive-de-Gier, un plan de licenciement toucherait huit cent personnes.

Côté « la négociation dis-

pense de l'action » enfin, Bergeron doit s'entretenir, aujourd'hui encore, avec Ceyrac, patron du CNPF, des problèmes de chômage, cependant qu'hier enfin d'après-midi Mauroy, dirigeant du PS et maire de Lille, rencontrait Giscard pour lui demander « un plan d'urgence ». Le président du conseil régional n'a pas voulu de la présence à ses côtés, d'autres élus du conseil régional.

Ce qui autorise « l'Humanité » à voir là une nouvelle preuve des convergences du PS avec la droite. A ceci près que Gustave Ansart, responsable du PC pour la région, avait fait savoir, il y a une quinzaine de jours, qu'il n'était pas hostile à une telle rencontre, pourvu que les élus communistes en soient...

Tribunal Russel en RFA

les avocats allemands accusent la justice de leur pays

De notre correspondant

DE tribunal Russel sur la situation des droits de l'homme en RFA s'est réuni, samedi, par rapport aux restrictions des droits de la défense, notamment dans les procès pénaux.

« Pour protéger la justice », le législateur a restreint depuis quelques années le libre choix de l'avocat et violé le principe de l'égalité entre accusé et ministère public.

En effet, il n'existe plus de défense collective, le défenseur peut être facilement exclu de la procédure par une simple décision du tribunal. De même, l'accusé peut être, lui aussi, exclu au cas où il aurait un comportement contraire au règlement. Les débats peuvent avoir lieu en l'absence de l'accusé qui peut même être mis en quarantaine et privé de contact avec son avocat.

Avocat-décor

M^e Hanovre, un des avocats oubliés allemands les plus brillants, tire la conclusion : « Moi-même et beaucoup de mes confrères, nous commençons à atteindre la limite où notre propre dignité d'homme et d'avocat ne nous permet plus de n'être qu'une sorte de décor. Il était, en effet, plus honnête à une certaine époque d'enfermer les opposants politiques sans procédure judiciaire... »

Malgré ce bilan plutôt pessimiste, il faut souligner le courage extraordinaire de M^e Hanovre et d'une dizaine de ses confrères qui répondent pendant plusieurs heures aux questions du jury. Ces hommes qui furent, pendant des années, diffamés par les mass media, et qui sont parfois au bord de la ruine faute de clients, ont encore une fois dénoncé publiquement la violation des droits de la défense et des prisonniers politiques.

N'est-il pas étonnant d'apprendre qu'un tribunal oublié allemand a définitivement suspendu le procès contre un ancien responsable SS, car celui-ci avait une tension trop élevée pour pouvoir supporter le mot « meurtre » ? Un autre tribunal, celui de Stammheim, a laissé mourir de faim en prison Holger Meins qui protestait contre ses conditions de déten-

tion. Quelles est cette justice qui force les avocats à se déshabiller avant d'entrer dans la salle du tribunal ? Les avocats français de Croissant qui avaient refusé ces fouilles restent dehors.

Arbitraire et isolation

On savait déjà que la police allemande forçait les manifestants anti-nucléaires à payer des sommes très importantes pour les frais du dispositif policier. Il est particulièrement révoltant, maintenant, d'apprendre qu'on fait payer à Irmgard Möller, la seule survivante de la nuit des longs couteaux de Stammheim, la somme de 4000 F pour les soins médicaux à la suite de ses blessures. La justice allemande s'est directement servie sur le compte d'Irmgard Möller, où arrivait des dons.

L'arbitraire règne dans les salles d'audience et dans les prisons. L'isolation totale des prisonniers politiques dure parfois des années et est consciemment utilisée pour rendre les accusés incapables de se défendre. On enlève même l'eau pendant neuf jours aux grévistes de la faim pour briser leur lutte. Les blessures ou les maladies ne sont pas soignées. C'est ainsi que Katharina Hammerschmidt est décédée d'un cancer non traité. Comme disait un des avocats : « Tant qu'on torture les prisonniers politiques en RFA, il y aura du terrorisme. »

M^e Schily montrait d'ailleurs qu'en RFA, il existe au moins deux formes de terrorisme, le « mauvais », constitué par les attentats des vrais terroristes et l'autre, constitué par les « gentils terroristes » qui attaquent les bureaux des défenseurs dans les affaires politiques et qui déposent des bombes dans les consignes des gardes oubliés allemands.

Sous les applaudissements du public, M^e Schily montrait alors une autre variante de terrorisme, plus concrètement celui du « soutien à une organisation criminelle » qui n'est curieusement pas poursuivi en RFA bien qu'il existe à une grande échelle : le soutien inconditionnel du gouvernement oublié allemand apporté au shah d'Iran.

Fritz Meinhof

Turquie

après les massacres de Maras (1500 morts)

«un génocide: les femmes et les enfants furent aussi les cibles des tueurs»

LES 24 et 25 décembre derniers, c'est à un véritable massacre que se sont livrés les commandos d'extrême droite dans la ville de Kahramanmaraş, située à 630 km au sud-est d'Ankara. (Cf « Rouge des 26, 27, 28, 29 décembre 1978. Quelques jours plus tard le gouvernement « social-démocrate » de Bülent Ecevit décidait d'instaurer l'état de siège dans 13 départements du pays. L'ap-

plication de la loi martiale ne favorise évidemment pas la circulation des informations en provenance de ce pays. Rentré il y a quelques jours de Turquie, un militant marxiste révolutionnaire turc nous donne aujourd'hui son appréciation de ces événements sanglants, qui selon plusieurs sources croisées, ont causé la mort de plusieurs centaines de personnes et non de 110 selon les chiffres officiels.

interview d'un militant turc

• Peut-on dresser un bilan des émeutes de Maras ?

— C'est très difficile. De nombreux morts sont restés sous les décombres des maisons et des magasins incendiés, des corps ont été jetés à la rivière... De plus le 25 de nombreux affrontements se sont déroulés autour de la ville entre l'armée et les tribus kurdes alévitiques qui voulaient venger leurs morts. Si le bilan officiel est de 111 morts, les diverses informations permettent de dire que le chiffre exact se rapproche de mille cinq cents morts.

• Le MHP a-t-il revendiqué Kahramanmaraş ?

— Non, bien sûr. Türk, le leader du MHP, a accusé Pékin puis Moscou d'avoir commis ce massacre. Mais il a aussi expliqué que de tels événements se reproduiraient tant que le gouvernement d'Ecevit restera en place, laissant planer une menace à peine voilée. Par contre, de nombreuses inscriptions sur les murs et les magasins de Maras revendaient l'émeute et étaient signées du MHP.

• Quelle est la stratégie du MHP ?

— Lorsque il était membre du gouvernement, le MHP avait placé ses cadres à de nombreux postes dans l'enseignement, la police et les services publics. Cela lui avait permis de s'organiser et de se renforcer, d'une part en se créant une clientèle parmi les chômeurs et les déclassés urbains, en leur fournissant des emplois ou des protections, d'autre part en s'assurant d'une véritable base de masse dans les régions rurales pauvres situées à la frontière du Kurdistan. Les Turcs qui habitent ces régions sont soit fonctionnaires, et ainsi participent directement à l'oppression de la nation kurde par l'Etat turc, soit commerçants, artisans ou paysans. Leur situation économique est alors quasiment la même que celle des Kurdes. Frappés par la crise

économique les Turcs de ces régions sont très perméables à la propagande chauvine du MHP qui ne fait que reprendre l'idéologie officielle de l'Etat turc : la race turque est supérieure. Le MHP peut facilement exacerber les courants ultra-nationalistes en leur offrant une perspective politique d'Etat fort et de militarisation, et un cadre d'action immédiat dans la chasse aux « séparatistes », ce qui veut dire aux militants kurdes, et dans la chasse aux communistes. Le MHP a recueilli aux élections de 1977 un million de voix. Il passe aujourd'hui à un niveau supérieur, multiplie les tentatives pour renforcer dans l'action sa base et faire perdre aux masses la confiance dans le système parlementaire incarné par Ecevit. Le parti de Türk demande depuis plusieurs mois le départ du gouvernement Ecevit et l'instauration de l'Etat de siège.

• L'état de siège est-il une victoire pour le MHP ?

— Ce n'est pas une victoire complète, car contrairement aux souhaits de Türk, l'état de siège n'est instauré que dans 13 provinces, et en particulier pas au cœur du Kurdistan. De plus, les généraux qui commandent ces provinces, contrairement aux états de siège précédents, ne sont pas autonomes. Ils restent sous la responsabilité d'un centre de coordination présidé par Ecevit. Ce dernier, bien qu'il se déclare certain du loyalisme de l'armée, a pris des mesures pour éviter tout dérapage de la part de généraux et officiers dont les idées d'extrême droite sont bien connues, comme le responsable du tribunal militaire d'Istanbul qui, alors qu'il était procureur à Diyarbakır, avait été responsable de l'assassinat de nombreux militants révolutionnaires dont I. Kaypakaşa.

• Comment a réagi la gauche turque ?

— Les partis de gauche, le syndicat DISK, les associations d'enseignants et de fonctionnaires expliquent avec des nuances qu'ils soutiennent ces mesures qui permettent le rétablissement de la démocratie en mettant fin aux activités des extrémistes de tous bords. Ils affirment néanmoins que si le gouvernement prenait des mesures antidémocratiques, comme l'interdiction du droit de grève, ils réagiraient. Pour protester contre le massacre fasciste de Kahramanmaraş, le syndicat DISK a appelé à un arrêt de travail de 5 minutes le 5 janvier. Il faut rappeler qu'à la suite de l'attentat fasciste du 16 mars à Istanbul, c'était deux heures de grève que le DISK avait effectué.

• Quelle est la position de l'extrême gauche turque ?

— Bien que l'état de siège interdise toute prise de position critique, la quasi-totalité de l'extrême gauche turque a dénoncé l'instauration de l'état de siège. Mais sa myopie politique fait qu'elle n'est que peu préparée à une telle situation. Elle n'y voit que la confirmation du caractère « fasciste » qu'elle attribue à l'Etat turc. Pour ces organisations dont les références restent stalinien-nnes, le fascisme est une donnée permanente à l'époque de l'impérialisme. Il s'agit donc d'une aggravation du caractère fasciste de l'Etat et un signe avant-coureur d'une répression généralisée. L'extrême gauche turque ne voit dans les bandes fascistes que des agents directs des USA sans comprendre le poids de la crise économique comme facteur de développement d'un mouvement de masse autour du MHP. Cela conduit à un refus de toute riposte unitaire de masse et à privilégier l'action directe minoritaire.

grève générale et état d'urgence du Pérou

SITUATION très tendue au Pérou où le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans tout le pays et suspendu toutes les garanties individuelles en raison de la grève annoncée pour mardi, mercredi et jeudi prochains par les syndicats. Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur a été autorisé à suspendre la publication des organes de la presse non quotidienne qui incitent à la grève.

Dès jeudi dernier, plus d'une centaine de militants syndicaux et politiques avaient été arrêtés par la police, notamment le leader

de l'Union démocratique et populaire Alfonso Barrantes. De nombreux autres dirigeants syndicaux sont entrés dans la clandestinité pour mieux préparer la grève générale.

Les syndicats et partis politiques qui ont lancé l'appel à la grève réclament une baisse des prix des produits alimentaires, une augmentation générale des salaires, l'annulation des lois jugées anti-ouvrières, la réembauche d'ouvriers licenciés et une aide gouvernementale aux habitants des bidonvilles et aux paysans.

vers un grand parti indépendantiste en Guyane ?

Mars 1978, Albert Lecante, adjoint au maire de Cayenne, seul candidat de la gauche unie totalisait plus de 43 % des suffrages face au député RPR. Il avait reçu le soutien du Parti socialiste guyanais (autonomiste) et de l'Union des travailleurs guyanais (indépendantiste). Toutefois les abstentions restaient particulièrement importantes. Marqués par le décès de Léopold Heder, sénateur-maire de Cayenne, l'année 1978 sera aussi celle de la « clarification ». Pour la première fois un homme politique affirme publiquement qu'il est communiste et que la lutte n'est pas seulement anti-colonialiste mais aussi anticapitaliste. Albert Lecante, qui vient de créer une « structure d'attente », tente de regrouper tous les militants de gauche dans la passivité du Parti socialiste guyanais. « Comment pourrons-nous mettre en action notre projet de société (socialiste) ? Je ne vois pas comment il pourrait être mis en œuvre dans le cadre d'un Etat autonome partie intégrante d'un ensemble — la République française — gérée par des capitalistes. Il ne reste donc plus qu'une possibilité : tendre vers la souveraineté totale. L'étape finale ne peut-être que l'indépendance », a-t-il déclaré dans le magazine local « Impact ». Toutefois le

candidat de la gauche unie en mars dernier ne souhaite pas créer un second PSG, rappelant que de nombreux militants de ce parti travaillaient avec lui, il affirme lutter pour l'unité de la gauche guyanaise. « Nous rassemblons ceux qui pensent la même chose, la base d'entente doit être la plus large possible. Il faut en finir avec le sectarisme, chacun à sa place. Nous avons trop ce réflexe d'exclusion. Il est toujours possible de discuter sur des bases anticolonialistes » ajoute-t-il. Ses propos doivent être situés dans le contexte local où le courant indépendantiste est divisé en des groupuscules d'une dizaine de militants qui ne s'opposent parfois que sur des querelles de personnes.

Interrogé sur l'attitude de son « mouvement » vis-à-vis des élections, Albert Lecante affirme : « Cela dépend de l'opportunité. On juge de l'enjeu politique et on décide de participer ou de ne pas participer à telle ou telle consultation, en donnant chaque fois une explication politique. » Il pense d'autre part que « la coordination des luttes avec la Martinique et la Guadeloupe est parfois souhaitable. »

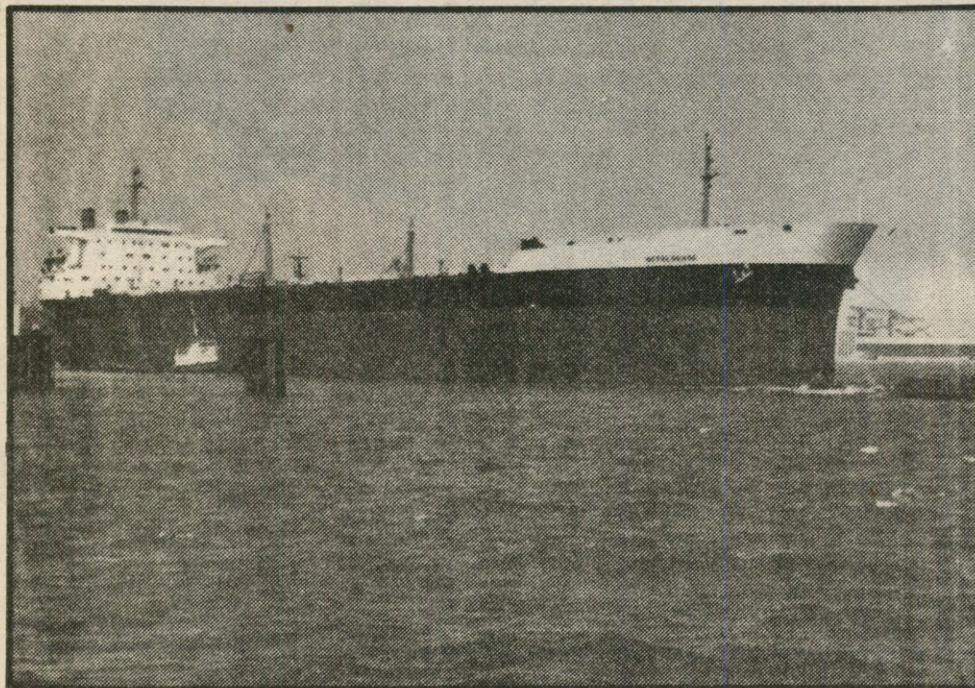
I.H

• Albert Lecante, « Tendre vers la souveraineté totale ».

explosion d'un pétrolier français sur la côte irlandaise

«des dizaines de boules de feu dans le ciel»

40 000 tonnes de pétrole menacent le littoral



Dans la nuit de dimanche à lundi un super pétrolier français, le « Bételgeuse » a explosé dans le port irlandais de Bantry-Bay. On ignore encore les causes de l'accident, ainsi que les conséquences écologiques qu'il aura. Mais selon le premier bilan 49 personnes ont trouvé la mort ; les 42 membres de l'équipage et 7 ouvriers irlandais.

Les premiers témoins de l'explosion du « Bételgeuse » ont qualifié la catastrophe de véritable enfer : « Il y a d'abord eu une première explosion relativement peu importante puis une autre, formidable, qui a projeté des dizaines de boules de feu dans le ciel » a expliqué un habitant de Bantry, « des vitres ont été soufflées à plus de quinze kilomètres de l'île de Whiddy (où se trouve le quai de la Gulf) », a indiqué un autre résident. Deux autres habitants de l'île, effarés par l'ampleur du désastre, ont sauté dans une barque et ramé jusqu'à la côte pour se sauver. Sur place les services de sécurité estimaient les risques d'extension du sinistre aux installations de stockage assez minces.

Ce qui surprend le plus dans cette nouvelle affaire c'est l'irresponsabilité totale de l'entreprise « Gulf » et des autorités irlandaises. Vingt quatre incidents se sont déjà produits avec des consé-

quences polluantes dans cette région de l'Irlande que l'on considère comme l'un des sites les plus sauvages d'Irlande. Le Terminal avait été inauguré en mai 1969 par le Premier ministre irlandais, Jack Lynch, mais c'est la compagnie « Gulf » qui avait choisi cette baie pour s'installer à cause de la profondeur des eaux permettant de recevoir des super-pétroliers jaugeant plus de 300 000 tonnes. L'ouverture des installations avait déclenché un vaste mouvement de protestation chez les pêcheurs de la région, justement inquiets des risques de pollution.

Le gouvernement avait même été obligé de parler d'une « éventuelle fermeture des installations, parmi les plus importantes d'Europe, suite à la multiplication des accidents.

Le « Bételgeuse » jaugeait 121 432 tonnes (L'Andros Patria qui s'est éventré au large des côtes espagnoles jau-

geait 219 000 tonnes), mais quand l'explosion est survenue il restait 40 000 tonnes dans les soutes du navire, ce qui est susceptible de provoquer une pollution égale au tiers de celle entraînée par l'Amoco-Cadiz au large des côtes bretonnes.

On va entendre parler de « fatalité », du prix à payer pour le progrès alors que chacun de ces accidents, dramatiques pour les marins et les ouvriers qui sont les premières victimes, dramatiques aussi à cause des dégâts irréparables qu'ils causent à notre environnement, résultent du manque d'équipement de sécurité sur les bateaux, le manque de formation d'équipages recrutés dans certains pays du tiers monde et sur exploités, et de la faiblesse de moyens, de la part des états maritimes, pour lutter contre les accidents des super-pétroliers.

P.A.

la CFDT accuse

Le syndicat des marins CFDT demande que « toute la lumière soit faite » sur l'explosion du Bételgeuse. Il demande à avoir accès au dossier d'enquête qui sera ouvert par les Affaires maritimes. D'après la CFDT le « Bételgeuse » appar-

tenait à un armement qui procédait à une radiation de plus de 200 marins. Or, en période de licenciement, quand on se trouve sur un navire qui doit de plus quitter incessamment la flotte, il arrive que l'on fasse mieux accepter des risques

pour préserver un peu plus l'emploi (...). L'argument entre le coût des travaux à effectuer et le maintien en service d'un navire a déjà été employé par certains armements ; on est donc en droit de s'interroger pour le « Bételgeuse ».

les comptes de Noël bizarres de l'«hôtel moderne»

des salariés non payés, un patron propriétaire d'un haras et d'un théâtre, la valse des chèques

LES salariés de l'hôtel Moderne-Palace à Paris ont repris le travail, cette semaine, après avoir obtenu, suite à une manifestation vendredi dernier (« Rouge » du 5 janvier), le paiement de leurs salaires de décem-

bre. Mais leur situation reste fragile : le propriétaire de l'hôtel ne cesse, selon la section CFDT, de menacer les 90 employés, femmes et hommes, d'une fermeture définitive.

Exemplaire patron que ce Patrick Barroux, propriétaire de l'hôtel Moderne, un immeuble de 320 chambres derrière une façade discrète, place de la République. S'il n'a pas d'argent pour payer ses employés, il a, au moins, un sens certain des affaires et de l'auto-publicité.

Ecoutez-le parler à « Paris-Turf », qui consacrait, il y a quelques jours, une page à cet « homme jeune, dynamique, objectif et plein d'idées », qui, outre le Moderne-Palace et autres hôtels, possède le théâtre Hébertot et une haras de 150 hectares en Normandie : « En fait, le théâtre et l'élevage possèdent, à mon avis au moins, les mêmes vecteurs de réussite. La pièce est au théâtre ce que la poulinière est au haras (sic) (...). Cela dit, j'estime que toute exploitation doit être rentable. Les chevaux pas plus que le théâtre ne sont affaire

de mécènes. Il faut faire certains sacrifices pour réussir. Mais ces sacrifices doivent être réfléchis ».

C'est au nom de cette philosophie sans doute que M. Barroux a choisi d'investir ailleurs les salaires de 90 hommes ou femmes. Au nom de cette philosophie toujours, il est publiquement soupçonné, par la CFDT, d'avoir « emprunté » plusieurs dizaines de millions d'anciens francs à la caisse du Moderne-Palace pour financer ses autres activités. « Pendant ce temps-là, comme la CFDT, la salariés du Moderne-Palace sont au minimum de 2300 francs de base. Encore n'ont-ils eu ces 2300 francs en décembre qu'au terme d'une procédure pour le moins bizarre. Après avoir annoncé publiquement leur intention de manifester vendredi dernier, devant le domicile de leur patron — une

« suite » au septième étage de l'un de ses hôtels, dans un quartier chic de Paris —, ils étaient comme par hasard, avertis le matin même, par le directeur que leurs chèques les attendaient. Mais, avec une petite restriction : ils étaient priés de ne pas les mettre en banque avant midi, faute de réserves suffisantes. A midi, contre-ordre affolé de la direction : le chèque attendu du propriétaire n'étant pas arrivé pour alimenter le fonds bancaire, elle entendait récupérer tous les chèques ! Les employés du Palace sont quand même allés les toucher avant d'aller manifester...

Désormais ils se réunissent régulièrement en assemblée générale pour faire le point de la situation. Mais comment s'étonner si déjà certains d'entre eux, devant ce bel exemple de gestion capitaliste, envisageaient « d'autogérer leur hôtel ?

rencontre Yvette Roudy (PS) et madame Pelletier

madame Pelletier est contre les 35 heures, pour le reste elle ne peut pas grand chose

LE secrétariat à l'action féminine du Parti socialiste ne chôme pas depuis plusieurs mois : affiches, campagnes sur l'emploi, quota de 30 % de candidates sur les listes pour les élections européennes, et enfin dernièrement rencontre avec Monique Pelletier ministre déléguée à la Condition féminine.

Cette rencontre faisait suite à une lettre ouverte d'Yvette Roudy secrétaire nationale du PS à cette même Mme Pelletier. Rencontre révélatrice : des paroles, des paroles et un non clair aux 35 heures. Mme le ministre continuera à défendre les horaires souples, le travail à mi-temps et à refuser tout ce qui pourrait signifier une rentrée massive des femmes au travail. Qu'elles soient 54 % de chômeuses lui importe peu.

En ce qui concerne la contraception et l'avortement, il est hors de question pour elle d'envisager le remboursement des IVG par la Sécurité sociale, simplement des « aides sociales » pourraient être envisagées.

Par contre l'extension de la loi antiraciste au sexisme lui semble une bonne idée. Quant

au projet Le Tac, de rouvrir les maisons closes, elle explique son silence par l'absurdité de son projet. Tellement absurde, dit-elle que ce n'était pas la peine d'y répondre. Silence donc sur le sort des femmes prostituées.

Pour en revenir à l'emploi, il faudrait faire de « l'incitation » auprès des chefs d'entreprise, les pousser en particulier à employer des femmes lorsque de nouvelles unités sont créées, mais en rien les contraindre. Ne l'oubliez pas nous sommes en régime libéral...

Sur tout cela donc « notre » ministre déléguée à la Condition féminine a répondu par des paroles du vent : elle est intéressée, elle va voir, elle n'a pas les moyens, etc.

Dans la délégation du PS, une agricultrice du Gers était là, Rosine Ranc, pour poser les

problèmes du statut des femmes d'exploitants agricoles. Peu d'écho là encore. Pourtant comment peut-on se dire pour une loi antisexistante et accepter néanmoins que l'agricultrice soit considérée comme une demi unité de production, tandis qu'un homme lui à part entière ?

Rencontre pour pas grand chose donc. A moins que pour montrer qu'elle peut quand même avoir un pouvoir Mme Pelletier ne fasse un geste envers une jeune chômeuse dont le cas particulier a été présenté par Yvette Roudy : Titulaire du BEP agricole, l'office national des forêts refuse de la recruter comme agent technique parce qu'elle est femme, et aujourd'hui elle est OS dans une usine.

Malgré tout cela Mme le ministre considère qu'un « large consensus » s'est dégagé au cours de cette rencontre, ce qui ne semble pas être l'avis des responsables du PS.

racisme**deux algériens abattus à Toulon**

Samedi soir à Toulon. Deux jeunes algériens, Nourredine Raouh, 21 ans, et son ami Salah Aoufi, 22 ans traversent la place Louis Blanc. Des coups de feu claquent. Le premier est tué, le second blessé très grièvement.

Hier, l'enquête de police n'avait pas progressé d'un pouce. Le tireur, qui s'est immédiatement enfui, n'a pas été retrouvé. Comme dit la police, qui a de l'humour, « on

ignore tout des mobiles de cette agression ».

A l'Amicale des algériens, M. Boudjada, responsable pour le Sud-Est de la France, a, lui, estimé que la double tentative de meurtre de Toulon se situait dans une continuation d'exactions racistes contre des ressortissants algériens qui n'ont rien à se reprocher. Il a malheureusement toutes les chances d'avoir raison.

légitime défense**Léontine, 74 ans, abattue comme une voleuse par son mari**

Joseph Macioce, 76 ans, a tué son épouse Léontine, 74 ans, dans la nuit de samedi à dimanche. Il l'avait prise pour un cambrioleur alors naturellement, entendant du bruit, il s'était saisi de sa carabine 22 long rifle et il a tiré deux fois au jugé. Une balle en pleine tête, Léontine est morte, victime de la « sécurité des Français ». Elle était sourde-muette et s'était simplement levée pour aller aux toilettes.

Le « drame » s'est déroulé à Cachan (Val-de-Marne). Le

« drame », façon de désigner un meurtre en mobilisant je ne sais quel malheureux hasard, quelle funeste fatalité, comme si ces « drames » qui se répètent au point de devenir un nouveau comportement social, n'étaient pas d'abord la conséquence presque mécanique d'un climat paniquard soigneusement entretenu.

Le meurtrier, victime d'une crise cardiaque, a été admis à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

homosexualité**le docteur Buisson accusé «d'acte contre-nature» maintenu en prison**

Le docteur Buisson, psychiatre pour enfants à l'île de la Réunion, est emprisonné maintenant depuis plusieurs semaines. Condamné, en décembre 1976 à 13 mois de prison dont 10 avec sursis, puis à deux ans et enfin relaxé par la cour de cassation de Paris, il avait, en même temps, été suspendu par le conseil national de l'Ordre des médecins. Il avait continué à faire son travail de pédiatre, et c'est pour cela, qu'en décembre dernier, une nouvelle condamnation de 3000 F d'amende lui était infligée. Pourquoi cet acharnement sur le docteur Buisson ? Parce qu'il ne s'est jamais caché d'être homosexuel, que cela est considéré comme contraire au code déontologique et qu'en conséquence pèse sur lui le soupçon de détournement de mineurs. Pourtant, aucun des parents des enfants qu'il soigne ne l'accuse d'une telle chose, mieux même, c'est d'eux que sont venus les premiers actes de solidarité il y a deux ans.

Vendredi, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion a refusé sa mise en liberté provisoire et le maintien en prison sous l'inculpation de « détournements de mineurs et actes contre-nature ».

Voilà comment on se débarrasse d'un médecin dont les pratiques médicales n'ont guère l'heure de plaisir à ces messieurs du conseil de l'Ordre. La bataille pour le droit d'être homosexuel est bien loin d'être terminée.

S. T.

• « Après sa participation à la marche sur Paris, le comité Larzac de Vendée organise une série de 5 soirées sur la résistance paysanne du Larzac avec le film « Le Ciné Journal de Léon Maillet ».

Le premier film-débat aura lieu à La Roche-sur-Yon, mardi 9 janvier à 20 h 30 au centre social des Pyramides et mercredi 10 à 14 h au JFT Arago pour les lycéens.

Ensuite d'autres soirées au-

ront lieu : mercredi 10 à Chalons jeudi 11 à Montaigu, vendredi 12 à Fontenay-le-Conte et le samedi 13 aux Herbiers.

Le taux de passage en 4^e continue de baisser (de 69,9 % en 1973/1974 à 65,2 % en 1977/1978), le taux de redoublement augmente, ainsi que le taux d'élèves qui quittent l'école (20 093 en 1977/1978).

méfaits d'hiver**les temps sont froids****pas d'eau, pas d'électricité : aux puces de Montreuil les surgelés dégèlent**

Par les temps qui courent, le handicap certain du marché aux puces de la porte de Montreuil est de ne pas posséder comme ses grands frères de Clignancourt ou de Bicêtre des cafés où l'on peut entrer se réchauffer devant un gros. Ceci expliquant cela, le nombre des amateurs de frusques ou de vieilleries était plus que réduit sous la neige de ce lundi matin. Peu de stands, moins du tiers que d'habitude, paraît-il. Dans la journée de dimanche, bien des marchands ont réalisé autant de bénéfices qu'à l'accoutumée et ils ont prudemment préféré s'en contenter. D'autant que certains d'entre eux craignent que leurs marchandises pâtissent des conditions climatiques. Déjà les étalages qui hier encore proposaient des télévisions d'occasion ont disparu. Trop fragiles les télés.

Le lendemain matin, nous repartons sous les yeux attendris et curieux des petites vieilles qui reluquent aux fenêtres. Dans le bourg, c'est la panique : pas d'eau, pas d'électricité. La boulangerie se désespère surtout que ses surgelés ont dégelé : paradoxe. L'armée est partie chercher des ouvrières coincées dans leur usine en pleine campagne. A la gendarmerie, ça n'arrête pas. Une infirmière se précipite pour prévenir les gendarmes qu'une employée a quitté l'hospice avec les clefs de la cave et qu'il n'y a rien à donner à manger aux petits vieux. Tout le monde s'affaire sur le pas des portes.

un bout, je dois recommencer à l'autre. » D'autant que des petits malins en profitent : « Ça, vingt francs avec la tête que ça a... »

Plus loin, quelques disques en solde couverts de neige. Tiens ! Parmi eux une perle rare de reggae à dix francs. Je ne l'ai pas achetée non plus : trop peu en rapport avec la température. Palliatif du manque de clientèle, les commerçants circulent énormément entre leurs stands respectifs, rester sur place équivalant à la certitude de méchantes gelures. C'est un peu le circuit fermé...

Primitivement destinés à la vente, quelques braseros ont été remis dare-dare en état de marche (avant, ils ne l'étaient pas) et constituent autant de haltes autour desquels on se presse ; on peut penser qu'ayant fait la preuve de leur efficacité, ils seront vendus sans difficultés... Je découvre enfin le seul vrai philosophe de l'endroit. Sans doute lassé de la mévente de son stock et accablé par les intempéries (comment voulez-vous faire des affaires avec un temps pareil !) il s'était allongé au milieu de son éventaire et ronflait comme un bienheureux, insouciant des clients potentiels qui passaient : le dormeur des puces vendait des couvertures.

La neige recouvre tout ce qui est exposé. On peut soulever un manteau rendu parfaitement rigide par le froid. C'est donc aussi l'aspect de la marchandise qui en prend un coup, et leur prix en conséquence : un manteau en tweed pour cinq francs, il suffisait de le faire dégeler. Je ne l'ai pas acheté. Derrière son étalage de vêtements et de manteaux, le type se lamentait : « Toutes les cinq minutes, je suis obligé de brosser la neige et dès que j'ai fini à

Alain Paris

COURRIER

réponse à la tribune libre sur la Turquie

Dans le numéro du 4 janvier de votre journal est parue une tribune libre signée par DEVRIMCI-YOL-comité de résistance (Paris).

Cette tribune nécessiterait une longue réponse, mais je me limiterai à soulever plusieurs points qui me semblent erronés. Bien que le titre nous rappelle les 55 années de république, cette tribune ne commence que sur l'année 1961, passant sous silence toute la période kéمالiste. Les révolutionnaires turcs souffrent du manque d'analyse du kéمالisme, de la formation sociale en Turquie, et du mythe de la guerre d'indépendance.

Cela conduit à diluer toute perspective autonome pour la classe ouvrière dans la notion de peuple. Non, camarades, la Turquie n'est pas divisée en deux camps, qui seraient, d'un côté, l'oligarchie (bourgeoisie monopoliste, grands propriétaires, grands commerçants) et, de l'autre côté, le peuple (ce qui n'est pas l'oligarchie), mais en classes.

Les camarades de DEVRIMCI-YOL parlent de « provocations dans des régions sensibles où sont concentrées des minorités ethniques ». Oui, il existe en Turquie des minorités ethniques, Grecs, Arméniens, Juifs, Tziganes, Laz... Mais dans les régions dont parlent les camarades, il s'agit d'une nation, la nation kurde. Nous, révolutionnaires turcs, devons lui reconnaître le droit à l'autodétermination et, pour cela, reconnaître d'abord son existence.

Mais la question principale posée par cette tribune est celle des comités de résistance. Les camarades entretiennent une grande confusion entre les organisations politiques et les organisations de masse. Ils n'offrent comme perspective aux antifascistes que de les rejoindre. Cela veut dire reconstruire le THXP (parti), le THKC (front) et construire les comités de résistance sous la direction du THKP-C. Les camarades ne forment pas la seule organisation en Turquie, même si DEV YOL est de loin le groupe le plus important. La lutte contre les crimes fascistes et la répression ne peut être menée organisation par organisation. Si les 40 organisations ou mouvements révolutionnaires turcs créent chacun leurs propres comités de résistance, cela ne conduira jamais à une riposte unie des travailleurs face aux exactions fascistes. L'initiative prise par DEV YOL, de créer de tels comités, peut devenir fondamentale à la condition que ces comités, sur la base d'une plate-forme antifasciste claire, soient ouverts à toutes les organisations, aient un fonctionnement démocratique et ne soient pas sous la direction politique d'un seul groupe. Ainsi pourra être réalisé dans chaque usine, dans chaque quartier un comité qui permettra aux travailleurs de ne pas se contenter d'assister de façon passive au combat héroïque du bras armé de tel ou tel groupe, mais de participer activement à la lutte.

Zeki D.

une tribune libre de l'Union des travailleurs communistes libertaires

« tout le pouvoir aux travailleurs »

Trois camarades ont quitté, il y a neuf mois, le Collectif parisien de préparation au congrès constitutif de l'Union des travailleurs communistes libertaires (congrès tenu en mars 1978). Nous avons publié dans le numéro de novembre de « Tout le pouvoir aux travailleurs »

Sur les références historiques

Nos camarades nous font deux mauvais procès. Le premier sous-entend que nous sommes opposés à une phase révolutionnaire où les travailleurs détiendraient le pouvoir. Il suffit de rappeler le titre de notre organe central : « Tout le pouvoir aux travailleurs ».

Le seul problème, c'est que nous affirmons que la « dictature du prolétariat » telle que l'explique le courant léiniste se concrétise par la dictature au nom du prolétariat dans les textes, et par la dictature du parti sur le prolétariat dans les faits. C'est parce que nous pensons que le prolétariat doit diriger effectivement le processus révolutionnaire que nous sommes opposés au léinisme. Le second procès sous-entend que nous sommes opposés à la construction d'une organisation révolutionnaire. Il suffira d'évoquer toute notre pratique en faveur de la construction d'une UTCL.

Le seul problème... c'est que nous sommes persuadés que le type d'organisation proposée à « l'avant-garde communiste » par le léinisme ne conduit pas à la révolution prolétarienne. Le centralisme « démocratique » prétend répondre à la nécessité d'une centralisation démocratique par son contraire. Les organisations léinistes ne centralisent pas démocratiquement les positions de leur base ouvrière. A l'inverse elles permettent à une bureaucratie coupée de ses origines ouvrières (comme pour une partie de l'appareil du PC) ou issue de la bourgeoisie universitaire (comme la quasi-totalité de la direction de la LCR) d'imposer la ligne anti-prolétarienne à la base ouvrière.

Mais si nous pensons qu'une organisation révolutionnaire puissante et écoutée est nécessaire, c'est pour préparer les travailleurs à construire leur propre pouvoir, et non pour leur imposer notre direction. Les problèmes qui se posent dans les luttes sont clairs : qui doit décider ? Pour nous, c'est aux travailleurs dans leurs AG qu'il revient de prendre toutes les grandes décisions et de mandater les comités de grève. Décider ainsi : c'est cela avoir la direction des luttes ! Oui, nous disons que les révolutionnaires doivent convaincre. Convaincre, pas diriger !

aux travailleurs », la version intégrale de leur texte « De l'UTCL à la LCR », ainsi qu'une réponse. La version singulièrement abrégée et présentée dans « Rouge » nécessitait une réponse différente proposée aux lecteurs du quotidien.

du PS avec ou sans Radicaux de gauche, était un programme de collaboration, un programme bourgeois, nous menons contre eux un combat sans concession et de longue haleine, auprès de tous les travailleurs (y compris les militants réformistes), une alternative révolutionnaire.

Nos camarades nous reprochent de nous contenter d'un « programme minimum » (revendications immédiates) et d'un « programme maximum » (grève générale expropriatrice ; pouvoir des conseils).

Cette problématique typiquement social-démocrate ne s'applique pas à nous.

L'UTCL défend une stratégie qui s'appuie sur la dynamique de masse de l'action revendicative, pour conduire vers l'affrontement et la rupture révolutionnaire. Cette stratégie cherche la fusion de l'ensemble des luttes touchant les problèmes de la vie quotidienne des travailleurs, et notamment la lutte contre l'oppression des femmes, la lutte contre le racisme et la lutte pour une écologie politique, luttes qui doivent être reprises en charge à un niveau de masse par la classe ouvrière. Cette stratégie appelle de la part des révolutionnaires la défense d'un projet révolutionnaire et d'un projet de société expliquant pourquoi une révolution communiste et autogestionnaire est nécessaire et possible.

cette défense auprès de tous les travailleurs adoptant les formes nécessaires à une compréhension de masse.

La LCR s'est enfermée quant à elle dans l'appel marqué à la réunification du PC et du PS. La perspective d'un gouvernement comme seul débouché politique marque l'incapacité de cette organisation à proposer aux travailleurs une autre perspective que celle d'un réformisme de gauche.

Seule la grève générale illimitée permettra de faire face à l'austérité et au chômage, à

Sur la démocratie ouvrière et la démocratie socialiste

Nous reprochons à la LCR de juxtaposer démagogiquement la direction des luttes par les travailleurs et la direction des travailleurs par le parti ! Mais notre divergence porte aussi sur la définition même de la démocratie ouvrière. La LCR cherche un mariage impossible entre auto-organisation ouvrière et le parlementarisme bourgeois. Pour nous, la démocratie ouvrière et la démocratie socialiste implique en premier lieu la définition collective des orientations par les travailleurs eux-mêmes. Dans ce travail collectif, les propositions des différentes organisations ont leur place, mais comme de simples contributions.

C'est sur la base des positions élaborées collectivement que les délégués sont mandatés. Le mandat impératif signifie que les délégués et les diverses responsables sont dirigés collectivement par la base ouvrière. Pour la LCR, il en va tout à fait autrement. le schéma qu'elle propose ouvre la voie à une course au pouvoir entre les différents partis, qui sollicitent les suffrages sur la base de leur propre programme, au lieu d'être mandatés sur la base du programme des travailleurs.

La délégation du pouvoir dépasse les travailleurs de la direction du processus révolutionnaire. Cette conception opposée sur la nature de la démocratie socialiste, explique nos différences d'analyse sur la nature de l'URSS. Outre des divergences fondamentales sur la question de la construction du socialisme, et du présumé « Etat ouvrier », que nous n'exposerons pas ici, faute de place, nous pensons que le fait d'analyser l'URSS comme « un Etat ouvrier dégénéré », mais toujours socialiste, est révélateur.

Dès la prise du pouvoir par le Parti bolchévique, la « libre expression des courants et le pouvoir des soviets » s'est vite transformé en l'écrasement de tous les courants oppositionnels, et de toute résistance ouvrière au maintien ou à la remise en place des rapports de production capitaliste sous une forme étatisée. Une « démocratie »

en forme de dictature ; un « socialisme » où les travailleurs ne contrôlent pas près ni de loin la production et la répartition des produits, et où ils sont de ce fait brutalement exploités par la classe au pouvoir : la bureaucratie ! un système qui n'a jamais été autre chose qu'un capitalisme d'Etat, est-ce-ça, mais sous une forme « dégénérée », le socialisme que nous proposons la LCR ? Sans doute. Car la référence à l'autogestion et à l'auto-organisation n'est, pour la direction de la LCR, qu'une opération de démagogie. Le rapprochement avec l'OCI fera sauter ce qui n'est qu'un vernis tape à l'œil.

Pour conclure, notons que nos camarades comparent les difficultés politiques du courant communiste libertaire aux relatives réussites quantitatives de la LCR pour en tirer des conclusions hâtives. La vérité c'est qu'aucune composante de l'extrême gauche n'a su, depuis dix ans, construire une alternative révolutionnaire, concrète aux réformistes, écoutée dans la classe ouvrière.

L'alternative révolutionnaire reste à construire. L'UTCL, tirant un bilan des erreurs générales de l'extrême gauche, et des erreurs particulières du mouvement libertaire chassé de la classe ouvrière par le stalinisme, s'y efforce.

Elle s'appuie sur les idées forces d'un des courants les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui des millions de travailleurs sont exploités par le capitalisme d'Etat au nom d'un socialisme étatique (URSS, Chine, Cambodge, Vietnam) : nos mises en garde se sont hélas vérifiées dans l'histoire. Nous ferons tout pour que nos propositions positives permettent demain aux travailleurs de tenir enfin le premier rôle, et d'en finir avec le vieux monde !

Décembre 1978
Union des travailleurs communistes libertaires

Pour tous contacts, écrire à : Editions L BP 333, 75 525, Paris Cédex 11.

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Mensuel de l'UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES



**78: ECHEC ET AUSTERITE
79: OFFENSIVE OUVRIERE**

NUMERO 19 15 DECEMBRE 1978 Prix 2.50 F

RDV

● La nature à Grenoble

A la maison de la culture de Grenoble, à partir de mardi, se tient un festival de la nature et de l'écologie. Avec « Marée noire '78 », reportage photos de Raymond Ditivon, Guy Martin, Gilles Klein. A 18 h 30, un « relais-information ». Puis à 20 h 30, un débat avec Haroun Tazieff, précédent du film « l'Afar ou la dérive des continents ».

● Fascination givrée

Toujours blonde, toujours belle à figer l'alcool sur les baromètres, Anna Prucnal chante au Petit Forum des Halles (sauf le dimanche et le lundi), à 20 h 30, pour 35 F ou 25 F pour ces salauds d'étudiants. Accès rue Pierre-Lescot, descendre au niveau 4, métro Châtelet-Les Halles.

● Essayons l'inconnu

La compagnie les Chemins de traverse donne 20 représentations de la pièce « Hypnos ou les baptiseurs d'âbime » du 9 janvier au 3 février 1979, à 20 h 30, au Studio-Théâtre 14 (20, avenue Marc-Sanguier, 75 014 Paris, métro porte-de-Vanves).

● Sachez jouer comme Shepp

Sous l'initiative de l'IACP et les ateliers dirigés par Alan Silva, avec la collaboration du Stadium et Gérard Terronés, le quartet d'Archie Shepp présentera deux stages de musique (Workshop) au bar Totem (66, avenue d'Ivry, Paris XIII^e), les mardi 9 et mercredi 10 janvier, entre 15 h et 18 h. Professeurs : Archie Shepp aux anches ; Siegfried Kessler au piano ; Bob Cunningham à la contrebasse, et Clifford Jarvis aux percussions. Participation aux frais de 100 F par jour pour les musiciens expérimentés ; 25 F pour les musiciens débutants. Renseignements et inscriptions au bar Totem, au 583.11.00 ou 236.77.39.

Après, le quartet donne un concert à 21 h.

● Carrément méchant, jamais content

Purement gratuit et même légèrement débile, mais peut-être assez neuf dans la chanson, Alain Souchon sera sur la scène de l'Olympia, en compagnie d'Alain Voulzy (vous savez « Rockollection ») du 9 au 21 janvier. En plus, une partie des représentations seront données au profit de Amnesty International.

disques

femmes de sable et d'eau

Annkrist et Maripol

Il est comme ça des coups au cœur, des passions subites, des amours éthéres qui ne s'expriment qu'au crépuscule, au moment où bascule le ciel... La nuit commence, les chuchotements peuplent les recoins de la maison. Tendre sera la nuit.

Elles sont femmes, elles sont Bretonnes, elles le chantent : Annkrist et Maripol mettent bout à bout des mots et des mélodies et le miracle devient tangible pour un fugace instant de magie. Toutes deux ont une présence extraordinaire, une force, une suave harmonie de couleurs et de sentiments. Elles de chairs torturées, mais fanatiques d'une vie-amour.

Leurs personnalités sont éloignées, Annkrist est plus tourmentée, plus âpre, plus « engagée », ce qui ne veut pas dire vindicative... Non, mais sa voix grave, presque rauque psalmodie dans des crescendos subtils une poésie quelque peu sombre où perce une révolte désespérée. Les mots s'alignent et on sent comme une rage contenue qui emporte le tout, en arrière-fond une basse électrique claque comme un fouet,

mais toujours un piano électrique glisse ses notes tendresse pour nuancer une fureur qui ne peut être manichéenne. « Oh, les mots de l'amour ne sont jamais grand chose / Les mots de l'amour sont toujours un peu usés / Un peu lave des volcans pétris par l'hypnose / De la peur des hommes leur peur bien au secret. » Si bien que lorsque vous mettez le disque sur l'électrophone, les mots s'envolent, vous vous asseyez et vous écoutez, seul, parce que ce disque, il faut l'écouter dans une solitude mélancolique, pour la voix, pour la musique, pour l'impression. Comme la mer mugissant une soir de brouillard dans le chenal du Four.

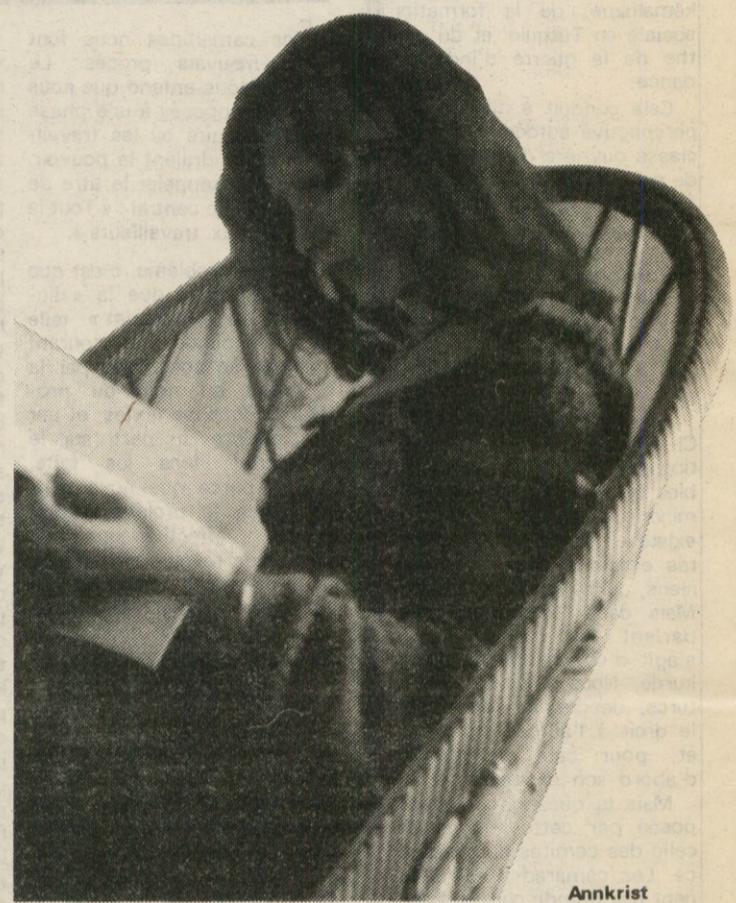
Maripol, c'est encore plus intime, plus profond, presque foetal. A l'image de la très belle pochette, un monde d'eau où tout est replié sur soi, où les contes s'ébattent à la lisière de chaque algue, où les contes ne sont que réalité.

Vous avez d'abord une musique d'une beauté limpide, avec des nappes charismatiques d'un synthétiseur bruissant de légendes, avec une guitare picotements

Yann Plougastel

● Annkrist : « Tendre est ma nuit », Spalax, SPX 6810, distribution SFPP.

● Maripol : « Femmes de sable et d'eau », Chant du monde, LDX 74671.



Annkrist

Tu étais femme de sable et d'eau
Rejetée un matin de printemps
Par une vague d'argent
Sur un autel de métal
de métal
Car il est bien d'acier ou de marbre
Ce monde où l'on s'en va immoler
Ce qu'il reste de nos vies
Quand on leur a tout volé
Tout volé
Tu avais mis tes rêves en cage
Pour y marcher à reculons
Tu avais inventé des barrages
A tes eaux vives fais prison
Tu étais de ces herbes tremblantes
Qui auraient voulu cacher leur frisson
S'inventer un recoin d'enfance
Où l'amour était exigence
Et où le bonheur aurait dévidé ses écheveaux
Il faut vivre avec ton absence
Exorciser la mort et le silence
Qui nous font dans la tête
Des taches vides et blanches
Des taches d'air
Le temps modèle avec des fissures
Nos demains défigurés
Où le bonheur est imposture
Devant nos vies fatiguées
Un soir perdue dans ton délire
Par la fenêtre tu as cru voir
La mer qui venait te reprendre
Et tu l'as suivie sans savoir
Qu'elle faisait une étrange musique
Toutes ces vagues de soie noire
Toi qui étais femme de sable et d'eau
Tu as repris le fil de ton voyage
Avec cette vague d'argent
A l'au be d'un nouveau printemps
De soleil.

livres

« Angola, le tournant africain? »

*un livre
de Claude Gabriel
aux éditions
la Brèche*

IL n'était pas aisément au plus fort de la lutte de libération nationaliste angolaise de prôner une solidarité inconditionnelle avec le peuple angolais et, en même temps, de faire porter la critique sur les orientations du MPLA (Mouvement populaire de libération d'Angola). Les apologistes impénitents étaient nombreux. Ils découvrirent quelques années plus tard, avec naïveté sinon stupeur, la « realpolitik » du pouvoir d'Agostinho Neto. Prendre le risque d'aller à contre-courant, en 1974, prédisait la lucidité en 1978. A d'autres, en apparence plus circonspects, qui défendaient une attitude équidistante entre le MPLA d'un côté, le FNLA et l'UNITA de l'autre, il fallait alors argumenter et mettre à nu les vices d'une appréhension eurocentriste qui, un peu hâtivement, légitimait une « neutralité positive » à l'égard de ces groupes, vecteurs de la contre-révolution. Le livre de Claude Gabriel, rédacteur de la revue « Afrique en lutte » qui anima ces débats, présente la somme de cet ardu travail de décryptage de la formation sociale angolaise et du tissu géo-politique de l'Afrique australe. Des préalables indispensables pour définir une orientation rompant avec toutes les oscillations opportunistes ou dogmatiques dans ces domaines. L'épine dorsale de cet ouvrage est constituée par une délimitation de la place et du rôle de la petite bourgeoisie angolaise dans le processus de libération nationale. Sa trajectoire répond-elle aux lois sociales générales qui ont présidé à celles de ses homologues au plan continental ? A l'issue d'une guerre de libération nationale, bien des observateurs n'hésitaient pas à répondre par la négative. Or, sur ce plan, le subjectivisme résiste mal à l'érosion du temps. La suite prouve le contraire. Claude Gabriel, documents nombreux et rares à l'appui, montre qu'il était possible d'éviter une telle bavure politique. Mois par mois, il décrit les méthodes, les justifications programmatiques, les alliances, de cette petite-bourgeoisie (symbolisée par la direction du MPLA) pour stabiliser un système de domination somme toute fragile.

Pas de déterminisme implacable — à chaque moment des alternatives étaient possibles — mais la logique d'une orientation. Celle qui fut scellée par l'institutionnalisation, en novembre 1977, du « parti-Etat », cadre juridique indispensable à la mise en place efficace d'un capitalisme, organisé, suscité, autour de l'appareil d'Etat.

Frank Tenaille

(1) Le livre est en vente à la librairie la Brèche, 10, impasse Guéménée, 75004.

comédie italienne

« le pigeon »

de Mario Monicelli

à 20 H 30 sur FR3

Peut-être l'avez-vous déjà vu, il a été montré à la télé il n'y a pas si longtemps, et dans les salles il repasse souvent. A juste titre : c'est un parfait divertissement. L'histoire en est classique : c'est le « grand hold up » minutieusement préparé comme dans « Du rififi chez les hommes » ou « Quand la ville dort ». Mais traité parodiquement : il ne s'agit pas de truands de haut vol, mais de minables. Le comique vient naturellement de ce décalage entre l'acharnement « scientifique » et le foirage de la réalisation.

L'histoire de la réalisation du film est assez drôle : alors qu'aujourd'hui il réunit une brochette de vedettes dont le prix déséquilibrerait n'importe quel projet (Gassman, Mastroianni, Toto, Claudia Cardinale, Salvatori...) ce



Marcello Mastroianni, Vittorio Gassman, Carlo Pisacane dans « le Pigeon ».

fut, en son temps, un film à petit budget, auquel les producteurs ne croyaient guère : Gassman y faisait ses premières armes comme comique, Mastroianni traversait une mauvaise passe, Cardinale en était à ses débuts, et les produc-

teurs imposèrent qu'on rajoute Toto. Le succès immédiat du film permit à Monicelli et à ses complices Age et Scarpelli de se tourner vers des projets plus ambitieux.

Le film n'a rien perdu de son charme insolite, on a le

plaisir d'y voir des acteurs secondaires (le petit vieux, Capannelle, génial !) voler la vedette aux « grands noms », et, pour la première fois (ils récidiveront), les auteurs nous font rire avec un enterrement.

Paul-Louis Thirard

quelle lutte avec Sud-Radio?**licenciements à la station privée**

Il aura fallu quatre arrêts de travail en 15 jours pour que la direction de la station privée Sud-Radio accepte de recevoir le syndicat CFDT de cette société où 38 licenciements ont été annoncés sur 88 personnes employées à Toulouse.

Au cours d'une conférence de presse la fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FTIAC-CFDT) a appelé les

travailleurs de l'ensemble des sociétés de radio et de télévision à apporter leur soutien à ceux de Sud-Radio. Si la fédération n'a pas exclu la possibilité que ces actions de soutien prennent la forme de mouvements de grève dans les sociétés de l'ex-ORTF comme dans les radios périphériques, elle n'a rien avancé quant à la forme que devrait prendre un tel mouvement : grève nationale ou arrêts de travail impro-

visés société par société ?

En tout état de cause, l'idée d'une grève générale reconductible de tout l'audiovisuel ne semble pas avoir effleuré les dirigeants de la fédération. Ils constatent pourtant que les problèmes de Sud-Radio rejoignent ceux de la SFP. Or on se souvient que la lutte entreprise en novembre par les travailleurs de la SFP l'a été pour un résultat infime. Les licenciements déguisés au-

quel procède actuellement la direction de cette société issue de l'éclatement de l'ORTF ne font pas illusion.

Et pourtant, à l'appel des syndicats et en particulier de la CFDT, les travailleurs des autres sociétés du secteur public de l'audiovisuel n'avaient pas manqué de se manifester en temps utile leur soutien à ceux de la SFP par des arrêts de travail ponctuels... A suivre.

J. S.



18.25 Un, rue Sézame. 18.35 Les oiseaux de Meiji Ingu. 19.10 Une minute pour les femmes : les enfants et le cinéma. 19.20 Actualités régionales. 19.45 C'est arrivé un jour. 20.00 Journal. 20.30 Les animaux sont dans la rue.

• 22.00 A la recherche des civilisations perdues.

Une émission de Philippe et Jacques-Yves Cousteau. Commentaire de Théodore Strauss dit par Delphine Seyrig.

Au large de l'île de Santorin, en mer Egée, l'équipe de Cousteau s'interroge : l'époque Minoenne (1500 avant J-C) et l'Atlantide, ce souvenir d'une immense catastrophe naturelle que les hommes ont transformé en légende, ne feraien-t-elles qu'une seule et même civilisation ? Pourquoi la puissance minoenne a-t-elle connue un si brusque coup d'arrêt en 1450 avant J-C ? Des fonds marins autour de l'île de Pseira où les plongeurs de l'équipe Cousteau ont exhumé un immense dépôt de poteries englouties, donnent-elles une réponse ?

23.00 Journal

19.20 Actualités régionales. 19.45 Top Club. 20.00 Journal.

• 20.35 Les dossiers de l'écran : le mystère Kennedy.

Le débat auquel participeront l'ex-femme de Lee H. Oswald, un membre de la commission d'enquête sénatoriale, Pierre Salinger et M. Epstein, écrivain qui soutient la thèse du complot, sera ouvert par la projection du film « Le procès de Lee H. Oswald » dont on a pu voir la première partie dimanche. Ce film de fiction imagine quel eut été le procès de Oswald s'il n'avait pas été condamné au silence éternel par la balle de Jack Ruby deux jours après l'assassinat de Kennedy. Des interrogatoires de Lee H. Oswald il ne reste aucune trace ! On sait seulement qu'il se disait innocent.. A partir de quoi on peut tout imaginer. Ce film ne s'en prive pas. Audace ou légèreté ?

23.35 Journal



19.40 Télévision régionale. 19.55 Il était une fois l'homme : l'Angleterre d'Elizabeth. 20.00 Les jeux de vingt heures.

• 20.35 Le pigeon

Un film de Mario Monicelli, avec Vittorio Gassman, Toto, Marcello Mastroianni, Claudia Cardinale, Renato Salvatori, etc. Une excellente comédie de mœurs dont P.-L. Thirard vous parle ci-dessous.

22.10 Soir 3.



12.45 Journal. 13.35 Télévision régionale. 13.50 Le pèlerinage (sixième épisode). 14.00 Aujourd'hui Madame : les grandes voyageuses. 15.00 Formation continue.

17.25 Fenêtre... sur le métier de sacristain !!!

la CFDT
contre
le travail posté
on en
reparlera
à Pâques...

La CFDT a décidé d'organiser, pour la période de Pâques « une importante action des travailleurs postés selon les modalités qui seront arrêtées en commun après une large délibération dans les fédérations. » Celles-ci — du moins celles qui sont le plus touchées par le travail posté prépareront cette réunion par une série d'actions diversifiées dans les entreprises. Cette attitude de la confédération sur la cinquième équipe, l'embauche et l'augmentation des effectifs dans les entreprises qui utilisent les postés a été annoncée lors d'une conférence de presse lundi matin.

Le travail posté est utilisé pour faire tourner les installations de production le plus de temps possible : la nuit, les week-end disparaissent : la machine ne s'arrête pas. Au travailleurs de la suive.

135 000 travailleurs dans la métallurgie et la sidérurgie sont postés, 100 000 travailleurs dans la chimie, le pétrole et le verre, 75 000 dans le papier carton. De fait, il s'agit bien là de restaurer un taux de profit... en utilisant au maximum l'instrument de production et non l'utilisation de quelques travailleurs de sécurité pour le bon état des machines. Le coût social à payer est important. Car dans beaucoup d'usines, le travailleur fait 56 heures de poste par semaine, avant d'avoir deux jours de repos. Alors le taux d'absentéisme est élevé, les accidents parfois mortels, les derniers jours du poste, sans compter les maladies dues aux difficultés pour dormir le jour par exemple ou pour manger correctement la nuit...

Du coup, l'ensemble des revendications des travailleurs prennent tout son sens : cinquième équipe, mais avec embauche et diminution de temps de travail à 33 heures 36 (ce drôle de chiffre est le produit d'une fraction, divisant le travail en cinq équipes). De plus, en pleine période de licenciements ces mots d'ordre permettent aussi de diminuer le nombre de chômeurs.

Malheureusement les restrictions à la mobilisation entamée par la Confédération ont très vite été annoncées par J. Laot : « C'est qu'il est difficile d'envisager une négociation centrale, aussi est-ce au niveau entreprise et même de l'établissement que doivent se mettre en œuvre les moyens de freiner, voire même de diminuer le nombre de postes de travail ». Alors on peut s'interroger sur ce que représente la coordination annoncée, donnée pourtant par le représentant de la fédération papier-carton, comme le chaînon qui manque entre la lutte boîte par boîte et la journée d'action nationale sans lendemain ?

importantes manifestations pour la journée de deuil en Iran

ALORS que le nouveau gouvernement de Chahpour Bakhtiar annonçait « pour montrer sa bonne volonté », qu'il avait décidé de lever la loi martiale dans la ville de Chiraz, la hiérarchie chiite qui ne cesse de réclamer le départ du shah a montré une fois de plus lundi, dans toutes les grandes villes, qu'elle était la principale force d'opposition au régime.

La population a semble-t-il été plus motivée par l'appel au deuil national décreté par l'ayatollah Khomeiny, qu'elle ne l'a été dimanche à l'appel du seul Front national et hier des dizaines de milliers de personnes à Téhéran mais aussi à Machad, Ispahan, Chiraz, Abadan, et Tabriz sont descendues dans les rues.

« Mort au shah ! », « Vive Khomeiny », « Allah est le plus grand », « Bakhtiar tu es un traître » : les slogans ne différaient guère de ceux de la veille mais étaient repris avec davantage d'ampleur que les jours précédents et dans une atmosphère beaucoup plus tendue.

A Téhéran, de multiples petits groupes se sont rapidement transformés au début de la matinée en foules impressionnantes. Ça et là un service d'ordre mis en place par la hiérarchie religieuse a été rapidement débordé par des groupes de jeunes gens qui ont incendié de vieux pneus et quelques voitures. L'armée,

omniprésente, n'est pratiquement pas intervenue et s'est semble-t-il contentée de tirer en l'air pour disperser les manifestants lorsque les risques d'incidents devenaient évidents. Dans l'avenue Chaz Reza, l'une des grandes artères de la capitale, environ 300 militaires armés de fusils et de mitrailleuses ont barré la route en fin de matinée à environ 20 000 personnes qui tentaient de se diriger vers le Parlement. La foule s'est un instant assise sur la chaussée et a fini par se disperser sur l'ordre des mollahs munis de porte-voix.

Vers le début de l'après-midi alors que le calme semblait revenir dans le centre de la ville, environ 15 000 personnes se sont réunies aux cris de « Mort au shah », « Vive Khomeiny », près du grand cimetière de la capitale.

A Tabriz, dans l'Azerbaïdjan (nord-ouest du pays) des manifestants ont incendié quatre cinémas et plusieurs magasins et de nombreux véhicules. L'armée qui a vraisemblablement reçu des consignes très strictes du gouvernement a tiré en l'air à certains moments mais n'est pas directement intervenue pour disperser les manifestants. Dans la ville sainte de Machad (nord-est du pays), qui a été le théâtre de sanglants incidents la semaine dernière, plus de 250 000 personnes ont défilé dans les rues de la ville entre l'université et la mosquée de l'imam Reza.

pour organiser la solidarité avec le peuple iranien

une réunion unitaire a eu lieu hier à Paris
le PCF maintient ses exclusives contre l'extrême gauche

AL'INITIATIVE de la Ligue des droits de l'homme, une réunion unitaire s'est tenue hier pour envisager les modalités de soutien à la lutte du peuple iranien. Etaient présentes les délégations du FASPI, des Juristes

démocrates, du CARI, des CCA, du CEDETIM, de l'OCT, du PS, du PC, du PSU, de la LCR, du SAF, de la FEN, de la CGT, de la CFDT, de la JC. La CFDT et le MRG prévenus trop tard se sont fait excuser.

Dès le début de la réunion, Verdier pour la Ligue des droits de l'homme communiqua la résolution unanime prise par le comité central de son organisation et qui figurait dans la lettre de convocation : « Nous prendrons désormais la précaution, lorsque nous lancerons des convocations en vue d'une rencontre susceptible de déboucher sur une action unitaire de mentionner sur la convocation le nom des organisations convoquées. Et nous préciserons que si l'une de ces organisations devait faire l'objet d'une exclusive de la part d'une ou de plusieurs autres, la Ligue des droits de l'homme reprendrait son entière liberté et refuserait de s'associer aux décisions qui pourraient être prises, le fussent-elles à l'unanimité après élimination du ou des exclus ».

C'est sur ce thème qu'allait donc démarrer la réunion. En effet, le représentant de la direction du PCF expliqua qu'il

était pour une initiative unitaire mais pas à côté de certaines organisations. C'est une vieille pratique et cela ne vous étonnera pas ». Sauf que cette fois-ci, la quasi-totalité des organisations présentes étaient mandatées pour refuser les exclusives, notamment le PSU, le PS et le délégué CGT. « Je n'aime pas ce mot exclusive, mais puisqu'il est utilisé, nous dirons que nous sommes pour l'unité la plus large de tous nous sommes même pour étendre les invitations à d'autres organisations comme l'UNEF par exemple ».

Une exception étonnante fut celle du délégué de la FEN, Le Néouannic, qui expliqua qu'il avait la même sensibilité que le PC à ce sujet et qu'il fallait faire la différence « entre les organisations représentatives de masse et les organisations de sensibilité ». Il ajouta qu'il fallait veiller à ce qu'une initiative ne vienne pas aider au déclenchement d'un coup d'Etat militaire en Iran et

que c'était peut-être prématûr d'en faire une. A l'exception des organisations d'extrême gauche qui proposaient une manifestation de rue et un meeting, la plupart des organisations présentes penchèrent plutôt pour un meeting mais tout le monde était conscient que cela poserait encore avec plus d'acuité le problème des exclusives, problème qui n'avait pas été discuté selon le représentant de la JC « puisque c'était la politique des communistes ».

Une prochaine réunion doit

se tenir demain matin pour

prendre des décisions, chacun

devant être mandaté sur les

differentes propositions.

Meeting ou manifestation, les militants de la LCR ne doivent pas attendre pour s'efforcer d'organiser dans toutes les villes les initiatives unitaires qu'impose aujourd'hui la solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple iranien.

procès de l'assassin de Lucien Mélyon

graine de violence et fureur de vivre

HIER s'est ouverte la première audience du procès en cour d'assises du meurtrier du jeune lycéen guadeloupéen, Lucien Mélyon, assassiné par un membre du service d'ordre, lors d'un concert de Peter Gabriel organisé le 30 octobre 1977 par la société Galawash à la porte de Pantin. Marcel Auveré qui a reconnu le meurtre de Lucien Mélyon comparaît avec deux autres acolytes du service d'ordre, Claude Vayssiére et Daniel Mary, inculpés de coups et blessures : ils avaient donné un coup de main à Auveré lors de la bagarre.

La mobilisation impulsée par le comité de soutien Lucien Mélyon avait déjà réuni dimanche après-midi à Sarcelles de nombreux jeunes autour d'un concert au forum des Cholettes. A l'entrée de la salle, des lycéens distribuaient un tract appelant les participants à se rassembler dès l'ouverture du procès et pendant les trois jours devant le palais de Justice de Paris. Un autre rassemblement est prévu à la faculté de Jussieu et une manifestation est prévue aujourd'hui devant les studios de RTL.

Lors des obsèques de Lucien Mélyon, le 10 novembre 1977, une foule de lycéens et de jeunes avaient manifesté leur soutien à la famille et leur révolte devant cet assassinat. (Ceux de la classe de Lucien avaient rédigé un texte collectif à la mémoire de leur camarade qui disait ceci : « Cette mort... qui nous révolte, ne doit pas être inutile. Pour cela, elle ne doit pas être étouffée ni oubliée. Qu'elle nous serve à effacer cette fausse image des jeunes et à lutter de toutes nos forces contre cette violence dont nous sommes victimes »).

Pourtant, c'est bien de cette idéologie que sont victimes la plupart des commentateurs de ce meurtre. La grande majorité de la presse à l'époque avait expliqué que la violence de la jeunesse engendre nécessairement la violence. Cette musique là étant bien la première responsable. Un mois et demi après l'assassinat de Lucien Mélyon, un autre jeune avait trouvé la mort, poignardé à la sortie d'un concert sans que la police puisse découvrir le meurtrier. La mort de Serge Horyn avait été utilisée, procédé d'amalgame bien connu, pour étayer la thèse de cette violence de la jeunesse.

Les bandes de loubards et les castagnes sont violentes, c'est sûr. Des milliers de jeunes enfermés dans une salle, sous les lumières aveuglantes, sono à fond, encadrés de gorilles en blouson de cuir et armés de matraques, cela constitue bien un univers de violence. Violence et excitation savamment dosées et canalisées par les professionnels du spectacle qui font payer cher et veulent donner l'illusion qu'on en a eu pour ses sous.

Mais c'est précisément cela qui terrorise les « gens bien », les bourgeois enfermés dans leur chaurière : la jeunesse rassemblée les terrifie.

Devant ce meurtre, né du racisme et de la haine de la jeunesse, des milliers de lycéens et de jeunes travailleurs ont répondu collective-

E.N.